

adf

AFRICA DEFENSE FORUM



DES OPÉRATEURS D'ÉLITE

Les Forces spéciales emploient la vitesse, la furtivité et la technologie pour défendre leur pays



PLUS

Une conversation avec le brigadier John Kinyua Njeru, commandant du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Kenya

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM

8

articles

8 Rapides, létales et connectées
Les chefs des SOF cherchent des moyens d'améliorer l'interopérabilité à Silent Warrior 25

14 « Avoir toujours deux longueurs d'avance sur la menace »
Un entretien avec le brigadier John Kinyua Njeru, commandant du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Kenya

20 S'adapter au champ de bataille technique
Les Forces d'opérations spéciales aspirent à innover, apprendre et évoluer dans un environnement qui change rapidement

26 Terres, Fleuves, Lacs et Mer
Les forces d'opérations spéciales navales d'élite combattent une série de menaces

34 L'importance stratégique de la gestion des frontières
La sécurisation des frontières exigera la coordination et la coopération entre les agences et entre les nations

40 Des routes en feu
Comment les réseaux de transport façonnent les conflits en Afrique de l'Ouest

46 Flintlock comble les lacunes de sécurité
L'exercice annuel de contre-terrorisme développe les aptitudes des unités d'opérations spéciales pour combattre les menaces croissantes

50 Les hommes, pas les machines
L'entraînement, le soutien holistique et le mentorat développent le capital humain des SOF

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne**

Veuillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com

64



SUR LA COUVERTURE

La couverture montre des opérateurs des forces d'opérations spéciales (SOF) de Côte d'Ivoire, de Sierra Leone, de Tunisie et du Cameroun engagés dans divers scénarios d'entraînement et de contre-terrorisme. Les unités SOF chevronnées jouent un rôle crucial pour répondre aux menaces asymétriques sur le continent africain.

PHOTOS : REUTERS ET DÉPARTEMENT DE LA GUERRE
DES ÉTATS-UNIS

Alors que les insurrections se multiplient en Afrique, les forces armées investissent dans des forces d'opérations spéciales (SOF). Ces opérateurs hautement entraînés et disciplinés affrontent les menaces asymétriques en employant la vitesse, la furtivité et la létalité.

Mais en même temps que l'importance des SOF augmente, celles-ci doivent s'adapter pour affronter les défis du 21^{ème} siècle. Les attaques terroristes transfrontalières, les drones militarisés, les cyberattaques axées sur l'IA : toutes ces menaces exigent de nouveaux partenariats et une nouvelle formation.

Les dirigeants ont découvert que, pour être efficaces, les SOF doivent être interopérables. Bien que le personnel des SOF des pays africains parle des langues différentes, utilise du matériel différent et suive des procédures différentes, il partage le même lien de service désintéressé envers les divers pays. Pour travailler ensemble, les SOF doivent établir des structures de coopération et bâtir des réseaux professionnels qui leur permettent de s'entraîner ensemble. Les dirigeants des SOF africaines s'efforcent aussi de développer une doctrine commune qui reflète les défis géographiques, culturels et sécuritaires uniques du continent.

Les opérateurs d'aujourd'hui comprennent bien l'importance de la maîtrise technologique. Les groupes terroristes utilisent des drones pour lancer des attaques et l'IA pour diffuser de fausses informations et perturber les systèmes informatiques. Mais la technologie peut aussi être utilisée pour défendre le public. Les jeunes opérateurs des SOF emploient confortablement les outils de haute technologie et il incombe aux dirigeants SOF de les encourager à être innovatifs et à devancer leurs adversaires.

Les dirigeants SOF reconnaissent aussi le besoin de soutenir les gens qui exécutent ces missions difficiles. Le développement du capital humain se traduit par l'assurance que les recrues SOF satisfont aux normes d'excellence les plus hautes par le biais d'un processus de sélection strict, un entraînement compétitif et un apprentissage tout au long de la carrière. À mesure que les menaces et la doctrine évoluent, le personnel SOF doit conserver des normes élevées d'éthique et de professionnalisme. Investir dans le capital humain signifie aussi le soutien à la santé et au bien-être du combattant ailleurs que sur le champ de bataille.

Il est clair que les groupes terroristes ne respectent pas les frontières et n'accordent aucune valeur à la vie humaine. Par leurs attaques asymétriques, ils sont déterminés à perturber les progrès économiques et démocratiques des pays africains. Les SOF sont l'une des meilleures défenses contre ces menaces. L'heure est maintenant venue de former une communauté SOF qui s'étende sur le continent et œuvre conjointement pour le sécuriser.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un membre du 93^{ème} bataillon des Forces spéciales tanzaniennes récupère une corde après sa descente rapide en rappel d'un hélicoptère à Tanga.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTEAL/
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Opérations spéciales

Volume 19, 2^{ème} trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine.

La sécurité « est un devoir national partagé »



Le président John Dramani Mahama du Ghana a accueilli les élèves-officiers dans les Forces armées ghanéennes lors d'une cérémonie le 30 janvier 2026 au square de défilé Ranger Baba, caserne Whistler, à Teshie dans la région d'Accra. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.



L'environnement sécuritaire de notre sous-région reste complexe et volatil. L'extrémisme violent, le terrorisme et

le crime transnational continuent à présenter de graves menaces, en particulier sur la frontière du Nord.

L'ascendance des acteurs non étatiques et de la guerre asymétrique dans le monde a remodelé la nature des défis de sécurité. Ces réalités exigent une réponse nationale exhaustive et coordonnée. La responsabilité de la sécurité ne peut pas être assumée uniquement par les forces armées et les agences de sécurité. C'est un devoir national partagé. Les citoyens, les communautés, les autorités traditionnelles, la société civile et le gouvernement doivent œuvrer ensemble pour protéger la paix et la stabilité que nous apprécions tous.

J'exhorte donc tous les Ghanéens à rester vigilants et conscients de la sécurité pour protéger la paix de notre nation.

Alors que nous célébrons la promotion de nos élèves-officiers, nous le faisons dans le cadre des fiers antécédents du Ghana dans les opérations internationales de soutien à la paix depuis 1960, lorsque le Ghana participa pour la première fois à une mission des Nations unies dans la République du Congo. L'engagement de notre nation envers la paix et la sécurité mondiales reste inébranlable.

Aujourd'hui, le Ghana est l'un des chefs de file parmi les pays contributeurs de soldats aux missions de maintien de la

paix de l'ONU. Nos hommes et nos femmes participent avec distinction à quinze missions dans le monde, sous l'égide de l'ONU, l'Union africaine et la CEDEAO [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest].

Du Liban au Soudan du Sud, d'Abiyé à la Somalie, les gardiens de la paix ghanéens continuent à mériter le respect du monde pour leur professionnalisme, leur discipline et leur respect de la dignité humaine.

Je vous assure que la transparence, la justice et le mérite continueront à guider la sélection du personnel pour les opérations de soutien de paix, afin que seuls les plus qualifiés représentent notre nation à l'étranger.

L'exposition aux environnements de conflit a renforcé le profond respect des Forces armées du Ghana pour le régime constitutionnel et la gouvernance démocratique. Dans une sous-région confrontée à des changements de gouvernement anticonstitutionnels, nos forces armées restent fermes dans la défense de notre démocratie, de l'autorité civile et de l'état de droit.

Je dis à ceux qui seront prochainement admis au rang des officiers que votre devoir dépasse la préparation au combat. Vous êtes les gardiens de la paix, de la justice et de l'unité nationale. Servez avec courage, humilité et professionnalisme.

Le renforcement de l'état de préparation opérationnelle des Forces armées du Ghana reste la première priorité de mon administration. Nous investissons

Les soldats ghanéens participent à un exercice de démonstration de force à Accra le 11 décembre 2025. REUTERS

dans le matériel moderne, la formation de pointe et l'amélioration du bien-être pour répondre efficacement au terrorisme, à la piraterie et au crime transfrontalier. Des plans sont en cours pour acquérir prochainement de nouveaux hélicoptères afin d'améliorer la mobilité aérienne de notre Armée de l'air et les capacités de réponse rapide.

Au cours des trois prochaines années, environ 12.000 nouvelles recrues seront enrôlées dans le pays, soutenues par l'établissement de bases opérationnelles avancées dans les zones frontalières stratégiques. Ces initiatives reflètent notre engagement inébranlable envers des forces armées professionnelles, résilientes et bien équipées.

Élèves-officiers diplômés, aujourd'hui est un moment décisif dans votre vie. Dans quelques moments, vous ne serez plus des élèves-officiers, mais des officiers des Forces armées du Ghana. Le leadership ne concerne pas le rang ou les privilèges. Il concerne la responsabilité, le service et le sacrifice.

Je vous exhorte à pratiquer le leadership avec intégrité, maintenir votre courage dans l'adversité, démontrer votre compassion dans votre commandement, inspirer la loyauté de vos soldats, mériter le respect et honorer les traditions des Forces armées du Ghana.

L'opération « Screen » sécurise les frontières d'Afrique de l'Ouest et arrête les terroristes

Les policiers vérifient les bateaux dans l'estuaire de la Gambie près du port de Banjul. INTERPOL

PERSONNEL D'ADF

Une opération de sécurité des frontières coordonnée par Interpol en Afrique de l'Ouest a conduit à 62 arrestations et la saisie de munitions, d'explosifs, d'armes à feu, de stupéfiants, de médicaments contrefaits et de véhicules volés. L'opération Screen West Africa 2025, entre juillet et octobre 2025, a réuni les agences de police de douze pays d'Afrique de l'Ouest pour renforcer la sécurité des frontières, assurer le suivi des personnes liées au terrorisme et perturber les réseaux transnationaux du crime organisé. Les agents des frontières terrestres, aériennes et maritimes ont utilisé des appareils mobiles d'Interpol et d'autres systèmes pour accéder à des bases de données mondiales afin d'exécuter 1,7 million de contrôles en temps réel.

Pendant l'opération, les agents ont arrêté neuf personnes soupçonnées d'avoir des liens terroristes. L'un des succès les plus remarquables est l'arrestation au Burkina Faso de deux personnes recherchées par les autorités de police pour avoir participé à des attaques conduites par le Groupe de soutien à l'islam et aux

musulmans, un groupe terroriste lié à Al-Qaïda. Ces attaques avaient fait dix tués parmi le personnel de sécurité de la Côte d'Ivoire en 2020.

Les agents ont aussi arrêté une troisième personne liée au terrorisme au Burkina Faso.

Cyril Gout, directeur exécutif intérimaire des services de police d'Interpol, a déclaré : « Ces cas mettent en lumière comment le soutien opérationnel que nous offrons aux pays membres et nos outils spécialisés uniques peuvent effectuer la connexion pour identifier les terroristes présumés et perturber leurs tentatives d'inspirer la peur et de mettre en danger les communautés. Nous sommes déterminés à contrecarrer ces menaces et à travailler sans répit avec nos pays membres pour renforcer la sécurité globale. »

Les agents du Ghana ont aussi libéré 21 victimes de la traite humaine qui étaient détenues au Nigeria.

L'opération a inclus des contrôles dans les ports et les eaux territoriales. Interpol a alerté les pays participants de la présence des navires qui utilisaient des pratiques de navigation trompeuses, notamment : falsification d'identité ; opérations dites « obscures », dans lesquelles les navires éteignent intentionnellement leur système d'identification ; changements fréquents de pavillon (« flag-hopping »).

Les autorités ont saisi les articles suivants : 17 caches d'armes et de munitions ; des explosifs, notamment la dynamite et les détonateurs ; 136 véhicules volés ; 731 kg de cannabis ; des médicaments contrefaits, y compris des comprimés opioïdes analgésiques de contrefaçon ; de la fausse monnaie et des documents frauduleux.

Les transactions associées à un grand nombre de ces articles peuvent financer le terrorisme ou le crime organisé.

Les douze pays participants étaient : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Liberia, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.



Les policiers contrôlent les documents à l'aide d'appareils d'Interpol. INTERPOL

Le Nigeria offre un plan directeur pour la lutte contre le terrorisme en ligne

PERSONNEL D'ADF

Le major-général nigérian Abubakar Adamu (à la retraite) est devenu le premier chef du Commandement de la guerre cyber de l'Armée de terre en 2022. Il a aidé son pays à exploiter la technologie pour bâtir les capacités numériques de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR).

Aujourd'hui, il recommande que cette capacité RSR numérique soit développée dans toute l'Afrique. « La technologie est la force directrice de ce que nous faisons, en temps de crise ou de paix », a-t-il dit lors d'un webinaire de décembre 2025 accueilli par le Centre d'études de sécurité de l'Afrique.

Alors que les terroristes continuent à innover, s'adapter et se propager, les forces de sécurité africaines doivent adopter les outils RSR numériques et développer leur capacité de protection des civils et de sécurisation du territoire. Le renseignement source ouverte (OSINT), la surveillance des réseaux sociaux en temps réel et d'autres outils numériques aident les gouvernements et les armées à devancer les terroristes.

Ahmed Labaran du service de douane du Nigeria a décrit ainsi la combinaison très prometteuse du renseignement géospatial (GEOINT) et de l'OSINT pour les agences de police.

« Le GEOINT, nouveau paradigme de connaissances et presque une

discipline en soi, combine l'image satellitaire, les systèmes d'information géographique, la télédétection, les données de positionnement et l'analytique pour fournir une représentation visuelle des caractéristiques géographiques, des activités et des changements en fonction du temps », écrit-il dans l'édition d'octobre 2025 du magazine trimestriel de l'Organisation mondiale des douanes.

Les experts félicitent les Forces armées du Nigeria (AFN) pour offrir aux autres pays africains un plan directeur efficace cherchant à créer des institutions qui peuvent améliorer les efforts de contre-terrorisme en ligne. Les AFN ont aussi établi l'Administration spatiale de la Défense en 2016 pour développer et fournir des capacités spatiales ainsi que dans le cyberspace.

Le général Adamu reconnaît que des défis restent à relever. « La plupart des produits que nous obtenons, nous les obtenons de l'extérieur, dit-il. Nous devons collaborer beaucoup, en Afrique et hors de l'Afrique. Nous devons donc développer notre infrastructure et aussi bâtir une grande capacité ; nous devons aussi avoir une gestion fiable de la chaîne logistique. »

Les acteurs non étatiques utilisent ces même technologies ; aussi le général recommande que les pays intègrent des outils RSR modernes pour améliorer la sensibilisation situationnelle, la prise de décision et l'efficacité opérationnelle.

« Les gouvernements africains devraient prioriser l'harmonisation des stratégies liées au RSR, en particulier celles des chaînes d'approvisionnement et de gouvernance des données, dit-il. Les pays individuels qui investissent dans des solutions technologiques pouvant être utilisées dans la collaboration régionale aideront beaucoup. »

Les commandants des forces terrestres recommandent l'autosuffisance

PERSONNEL D'ADF

La sécurité collective était le focus du Symposium des commandants des forces terrestres à Kigali (Rwanda) lorsque les chefs militaires africains se sont réunis pour développer et améliorer des solutions au panorama de menaces en évolution rapide.

Parmi les chefs militaires de 28 pays africains qui ont participé au symposium les 21 et 22 octobre 2025, on compte les commandants des pays suivants : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Gambie, Guinée, Kenya, Malawi, Maroc, Mauritanie, Ouganda, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Tchad.

Le général de brigade Ronald Rwivanga, porte-parole des Forces rwandaises de défense, a déclaré que la collaboration renforce les capacités et encourage l'apprentissage. L'interopérabilité entre les armées nationales aide à surmonter les défis de coordination.

« Cela commence en assurant l'interopérabilité en temps de paix par le biais de structures de commandement, de doctrines, de procédures opérationnelles permanentes et de communications harmonisées, a-t-il dit. Parfois, il est nécessaire que seulement un petit nombre de pays œuvrent ensemble pour assurer une réponse rapide. Après avoir effectué la pacification, les Nations unies peuvent alors venir avec leurs opérations et leurs ressources de soutien à la paix. Les deux approches peuvent se compléter mutuellement. »

Des panels de discussion ont abordé les thèmes



Les chefs militaires de 28 pays africains ont participé au Symposium des commandants des forces terrestres à Kigali (Rwanda) en octobre 2025. FORCES RWANDAISES DE DÉFENSE

suivants : défis opérationnels des forces terrestres dans une nouvelle ère de guerre des drones ; moyens d'améliorer l'interopérabilité et la diplomatie militaire ; moyens de promouvoir la coopération civilo-militaire.

« Tout comme vous faites des dépenses d'armes, vous devez aussi faire des dépenses de bien-être pour gagner la confiance et la foi de la population locale, déclare le général. Il est inutile de suivre uniquement l'approche militaire. »

Juvénal Marizamunda, ministre rwandais de la Défense, exhorte les dirigeants africains à s'approprier et renforcer la coopération en relevant les défis de sécurité complexes qui entravent le développement.

« Nous agissons dans un environnement de plus en plus complexe et imprévisible, marqué par les conflits asymétriques, les menaces transnationales et les crises qui exigent des actions décisives. Dans ces périodes, le rôle vital joué par les forces terrestres ne peut pas être exagéré. Elles sont le premier intervenant en temps de crise, la force stabilisatrice pendant les troubles et la fondation sur laquelle la paix est reconstruite. »



Le 93ème bataillon des forces spéciales tanzaniennes participe à un exercice de combat rapproché, pour améliorer l'état de préparation opérationnel et les aptitudes des soldats, à l'occasion de la formation d'échange conjointe combinée à Dar es Salam (Tanzanie). SERGENT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

RAPIDES, LÉTALES ET CONNECTÉES

Les chefs des SOF cherchent des moyens d'améliorer l'interopérabilité à Silent Warrior 25

PERSONNEL D'ADF

LES forces d'opérations spéciales (SOF) agissent nécessairement dans le secret au sein de petites unités agiles. Leurs missions s'accompagnent d'un risque élevé et, si leur présence est révélée, c'est probablement parce qu'elles n'ont pas bien fait les choses.

Mais on reconnaît de plus en plus que les SOF doivent être connectées. Les menaces transfrontalières exigent que les opérateurs partagent le renseignement et coordonnent les efforts. Les experts déclarent qu'il n'est plus question d'agir tout seul : les SOF doivent former une communauté.

À l'occasion de Silent Warrior 2025, première conférence SOF d'Afrique, 400 participants provenant de 32 pays africains et 14 partenaires internationaux se sont réunis à Nairobi. Une phrase y a été répétée : « Ton réseau représente ta valeur nette. »

Pour beaucoup, la construction de ce réseau de SOF qui comble les lacunes et abaisse les barrières à la coopération est la raison d'être de l'événement.

Le général John Kinyua Njeru, chef du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Kenya, a déclaré aux leaders des SOF : « Nos adversaires évoluent et nos forces doivent évoluer plus rapidement. Bien que les capacités soient importantes, la confiance, l'interopérabilité et le leadership professionnel restent les facteurs décisifs pour façonner la réponse des SOF africaines à ces menaces. »

Les participants ne devaient pas aller très loin pour observer les périls d'un continent divisé. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont quitté la Communauté économique



Les participants du Burkina Faso, des États-Unis et du Ghana parlent entre eux lors de Silent Warrior 25 à Nairobi. Le symposium a encouragé les leaders des forces d'opérations spéciales à se réunir et échanger des informations.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR TRENTON JANCZE/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

des États d'Afrique de l'Ouest et ont créé l'Alliance des États du Sahel. Le résultat en est la réduction de la mise en commun du renseignement et de la coordination, et l'absence de mécanismes tels que le droit de poursuite, qui permet aux unités SOF de suivre la piste des terroristes qui franchissent les frontières.

Les experts déclarent que les terroristes prospèrent dans cet environnement fracturé. Les pays du Sahel subissent aujourd'hui plus de la moitié des attaques terroristes dans le monde.

**« NOS ADVERSAIRES FRANCHISSENT LES
FRONTIÈRES, ET DONC NOS PARTENARIATS
DOIVENT FAIRE DE MÊME. »**

~ Major-général Peter Muteti, commandant adjoint de la force de la Mission de soutien et stabilisation de l'Union africaine en Somalie

**« L'AFRIQUE N'A PAS BESOIN DE
COPIER-COLLER LES MODÈLES
OCCIDENTAUX DES SOF. CE DONT
ELLE A BESOIN, C'EST UNE APPROCHE
AFRICAINNE AUX OPÉRATIONS
SPÉCIALES, ANCRÉE DANS LES
RÉALITÉS LOCALES, BÂTIE SUR LA
CONFIANCE ET AXÉE SUR LA CLARTÉ
DE LA MISSION. »**

~ Dr Alex Cann, planificateur militaire, Mission de soutien et stabilisation de l'Union africaine en Somalie



Des membres du 93^{ème} bataillon des forces spéciales tanzaniennes conduisent des exercices de combat rapproché à l'occasion de la formation d'échange conjointe combinée à Dar es Salam (Tanzanie).

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Les soldats se préparent à la descente d'un toit en rappel lors d'une simulation de raid dans le cadre de la formation d'échange conjointe combinée à Tanga (Tanzanie). SERGENT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Le Dr Adal Rhoubaid, ancien conseiller à la sécurité du président du Niger, déclare à ADF : « Nous constatons que ce manque de coordination nuit à l'efficacité de la lutte contre le terrorisme. Chaque parti devient un refuge pour les groupes terroristes et, au niveau militaire, à cause des désaccords politiques, vous ne voyez pas la coordination qui existait. Et la coordination est la première étape avant même de pouvoir penser à l'interopérabilité. »

Pendant Silent Warrior, les participants ont discuté des moyens d'améliorer l'interopérabilité, notamment les échanges de liaison, les patrouilles conjointes, les mécanismes de mise en commun du renseignement et le renforcement des structures régionales.

« Nos adversaires franchissent les frontières, et donc nos partenariats doivent faire de même », déclare le major-général Peter Muteti, commandant adjoint de la force de la Mission de soutien et stabilisation de l'Union africaine en Somalie.

HARMONISER LA DOCTRINE

Les unités et les capacités SOF peuvent varier énormément d'un pays à l'autre. Les structures SOF sont en général issues de l'ère coloniale et sont conçues pour riposter aux menaces les plus urgentes d'une nation. En Égypte par exemple, les SOF ont une expertise de contre-terrorisme et de secours des otages. Au Tchad, les SOF sont connues pour leur rapidité et leur capacité de mener la guerre dans le désert. Les pays côtiers tels que le Nigeria et le Ghana ont développé des unités maritimes



Les participants à Silent Warrior 25 se réunissent lors d'une session d'atelier. SERGENT D'ÉTAT-MAJOR TRENTON JANCZE/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

capables d'aborder les navires et d'agir dans les marais de palétuviers d'accès difficile.

Certains pays ont des unités de la taille d'une brigade qui peuvent exercer une pression importante sur l'ennemi, mais qui ont des difficultés liées à la vitesse et la furtivité. D'autres ont des unités spécialisées plus petites. Il existe des différences importantes dues à la langue, la doctrine et le matériel.

« Nous n'avons pas de POP [procédures opérationnelles permanentes] similaires, nous n'avons pas de TTP [tactiques, techniques et procédures] similaires ; par conséquent, même si nous sommes engagés ensemble dans le théâtre, nous découvrons que l'opération est

LES PILIERS D'UNE DOCTRINE SOF AFRICAINE

Le Dr Alex Cann, planificateur militaire et formateur, pense que l'Afrique nécessite sa propre doctrine SOF. Il propose de considérer ces cinq piliers :



Sélection et formation : Les SOF devraient avoir des normes systématiquement élevées d'aptitude physique, de fermeté psychologique et d'éthique.



Intégration inter-agences : Les SOF devraient travailler harmonieusement avec la police, les services de renseignement et le contrôle des frontières.



Autonomie stratégique : Les unités SOF doivent avoir une capacité de déploiement rapide et des structures de commandement décentralisées.



Légitimité locale : Pour gagner la confiance des civils, les soldats SOF doivent être culturellement conscients et linguistiquement capables.



Collaboration continentale : Les centres d'entraînement dirigés par les Africains, notamment les académies SOF soutenues par l'Union africaine ou les communautés économiques régionales, peuvent encourager l'interopérabilité.

décousue parce que les soldats ne partagent pas une doctrine commune », déclare le colonel Charles Mugo, chef adjoint du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Kenya.

Le Dr Alex Cann, planificateur militaire qui a participé à la Mission de soutien et stabilisation de l'Union africaine en Somalie, écrit qu'il existe certains points communs malgré la diversité des défis sécuritaires africains. Un grand nombre de pays font face à des adversaires tels que les bandits, les terroristes et les trafiquants qui emploient des tactiques asymétriques en menaçant les zones géographiques. Ceux-ci exigent une approche africaine aux SOF donnant priorité à la vitesse et encourageant la confiance des communautés locales.

« L'Afrique n'a pas besoin de copier-coller les modèles occidentaux des SOF, écrit le Dr Cann. Ce dont elle a besoin, c'est une approche africaine aux opérations spéciales, ancrée dans les réalités locales, bâtie sur la confiance et axée sur la clarté de la mission. »

Il mentionne le Mozambique, où une force rwandaise relativement modeste a reconquis des territoires saisis par les terroristes et surclassé des forces plus vastes. Dans beaucoup de pays africains, écrit-il, les unités agiles et de petite taille sont les plus efficaces.

« Parfois, il suffit de douze guerriers bien entraînés pour arrêter une guerre avant qu'elle n'éclate. »

DES MODÈLES D'INTEROPÉRABILITÉ

Certains participants à Silent Warrior ont identifié certaines manières d'améliorer l'interopérabilité.

Le brigadier Gaboratanelwe Tshweneetsile, directeur des opérations spéciales du Botswana, déclare qu'il serait utile de disposer de centres régionaux d'excellence où les unités SOF pourraient apprendre au préalable, puisqu'elles pourraient

être déployées sur des terrains et dans des cultures civiles et militaires avec lesquels elles ne sont pas familiarisées.

Le brigadier Tshweneetsile déclare à ADF : « Ce que je recommande vivement, ce sont des centres d'excellence dans différentes régions, pour que nous puissions agir ensemble en tant que force commune. S'il s'agit d'une guerre de désert, vous pouvez vous rendre dans un pays qui se spécialise dans les combats de désert. S'il s'agit d'une guerre dans la jungle, vous pouvez vous rendre dans un pays qui a des jungles. Je pense donc que ces spécialités se retrouvent dans tout le continent. »

D'autres ont mentionné la Force africaine en attente de l'UA, qui inclut des mécanismes pour la réponse rapide aux crises mais n'inclut pas de composante SOF exclusive. S'il existait une unité SOF régionale permanente, elle pourrait être déployée vers les crises rapidement et efficacement.

Le major-général Mohamed Ali Barise de l'Armée nationale somalienne a constaté le besoin d'une capacité SOF supplémentaire dans son pays natal. Les forces spéciales d'élite Danab de Somalie ont libéré des localités qui avaient été capturées par les Chebabs, mais leur taille relativement faible (2.000 soldats) signifie qu'elles ont des difficultés pour occuper le territoire.

Une unité SOF régionalement alignée au sein de la structure de la Force en attente pourrait être un atout majeur dans de telles situations. Elle soutiendrait aussi le projet plus vaste de l'interopérabilité des SOF.

« Les SOF sont un moteur, déclare le général Barise à ADF. Utiliser les forces spéciales provenant de pays différents comme moteur pour les éléments de combat sur le terrain serait quelque chose d'admirable. »

Un modèle possible de l'intégration des SOF en Afrique est offert par l'OTAN, où le Commandement allié des forces d'opérations spéciales (SOFCOM) dirige, synchronise et rend possible les activités SOF dans



Les soldats du 93ème bataillon des forces spéciales tanzaniennes avancent à l'occasion de la formation d'échange conjointe combinée à Dar es Salam. SERGENT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Des panélistes de Silent Warrior 2025 offrent leurs meilleures pratiques sur le développement du leadership lors d'une session à Nairobi le 9 décembre 2025.

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR TRENTON JANCZE/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

vingt-huit pays membres et deux nations partenaires de l'alliance. L'université des opérations spéciales de l'OTAN, située à la base aérienne de Chièvres (Belgique), offre un entraînement et un programme d'études pour développer les capacités, les aptitudes et l'interopérabilité des SOF.

Le but est le suivant : lorsque cela est demandé, les unités SOF de l'OTAN peuvent parler la même langue du champ de bataille et sont prêtes à travailler ensemble.

« Cet effort améliore le développement des relations et des structures SOF capables, réalistes et géographiquement orientées pour créer des effets en temps de paix,

pendant les crises et dans les conflits », déclare SOFCOM sur son site web.

Pour les leaders des SOF participant à Silent Warrior, la réunion annuelle est une première étape vers la création de structures continentales similaires. Et, disent-ils, cela commence par la construction des relations.

« Le fait que nous convergions ensemble en tant que SOF fait la différence, déclare le brigadier Tshweneetsile du Botswana. Nous créons des liens d'amitié, nous obtenons des contacts et nous savons ce que d'autres peuvent faire, ce dont ils sont capables. Nous allons agir ensemble à l'avenir, aussi devons-nous savoir ce que sont les tactiques et les procédures sur le continent. »

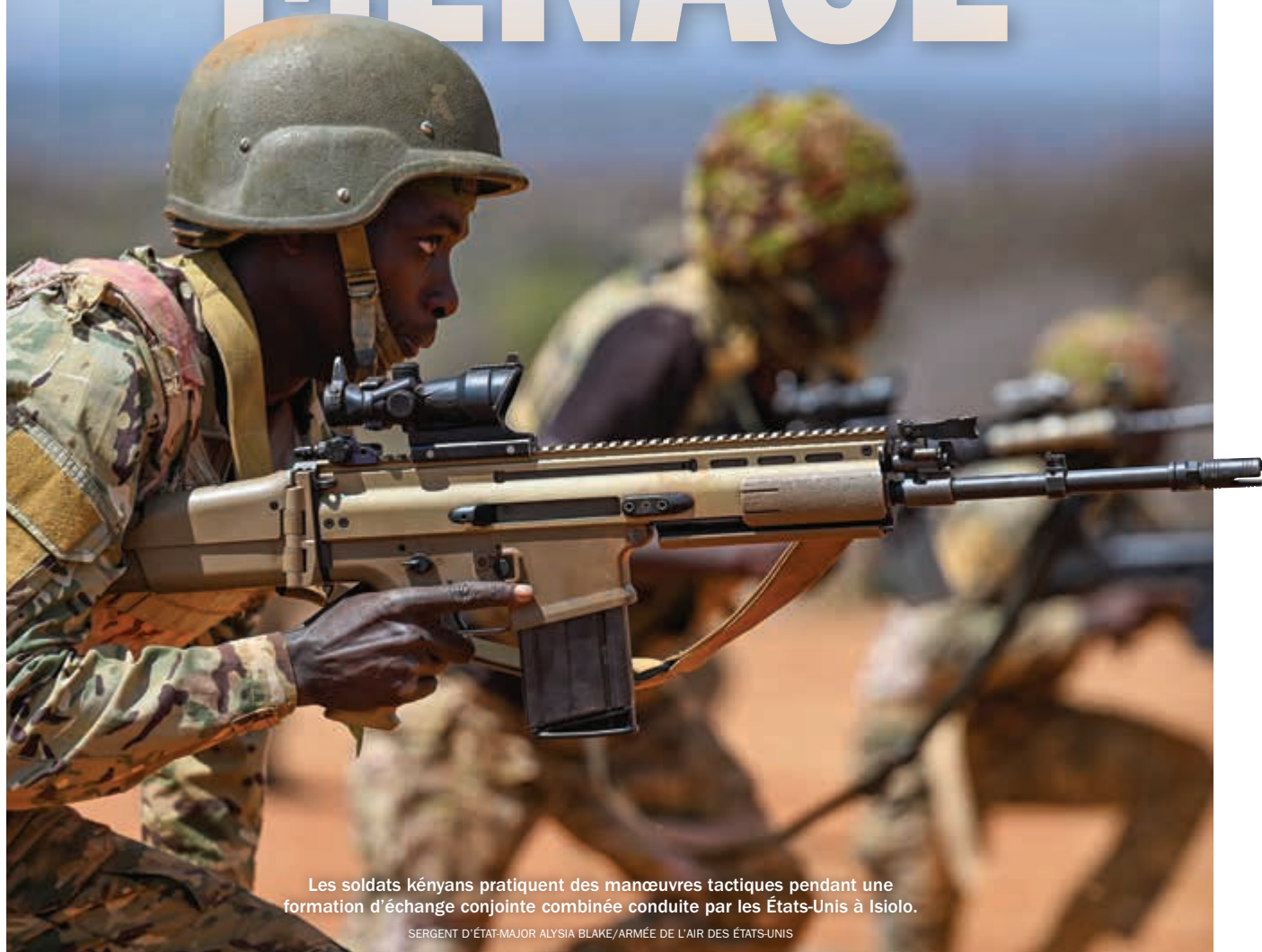
D'autres déclarent qu'ils rentreront chez eux avec des connaissances nouvellement acquises sur la toute dernière technologie SOF et ce qui est fait dans d'autres parties du continent. Mais, disent-ils, les efforts véritables commenceront après la conclusion de la conférence, lorsque les participants devront s'appuyer sur les relations créées lors de Silent Warrior.

Le colonel B. I. Amajuoyi, chef d'état-major adjoint pour le Commandement des forces spéciales du Nigeria, déclare à ADF : « Nous avons fait les discours ; le temps est venu d'y travailler. Nous pouvons ramener avec nous ces conférences et ces discussions et les mettre en pratique. » □



« AVOIR TOUJOURS DEUX LONGUEURS

D'AVANCE SUR LA MENACE »



Les soldats kényans pratiquent des manœuvres tactiques pendant une formation d'échange conjointe combinée conduite par les États-Unis à Isiolo.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR ALYSIA BLAKE/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Un entretien avec le brigadier John Kinyua Njeru, commandant du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Kenya



Le brigadier Njeru donne le discours d'ouverture pendant Silent Warrior 2025 à Nairobi.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR TRENTON JANCZE/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Le brigadier John Kinyua Njeru est commandant du Commandement des Forces d'opérations spéciales kényanes (KENSOF) depuis 2021. Il a commencé sa carrière en 1990 et a assumé un éventail de rôles dans les Forces de défense du Kenya (KDF), y compris : commandant de la brigade des opérations spéciales de l'Armée de terre, commandant du régiment des Rangers, commandant des Forces spéciales et officier commandant le 30ème bataillon des forces spéciales. Il a participé aux missions de maintien de la paix au Darfour et en Sierra

Leone. Il détient un diplôme de maîtrise ès arts du Collège de la défense nationale de Tanzanie et il a achevé une série de formations nationales et internationales, notamment le cours international des forces spéciales aux États-Unis. Il a reçu le titre d'Aîné de l'Ordre de la Lance enflammée, l'Ordre du Grand Guerrier et plusieurs médailles des Nations unies. ADF l'a interviewé pendant la conférence Silent Warrior de Nairobi et il a fourni des réponses écrites aux questions. L'interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.

ADF : Pouvez-vous partager quelques informations sur votre carrière ? Qu'est-ce qui vous a décidé à servir votre pays dans les forces armées et quels étaient le poste clé ou les deux postes clés que vous avez assumés pendant votre carrière ?

Brigadier Njeru : Mon parcours dans les forces armées a commencé avec une motivation très simple : le désir profond de servir le Kenya de manière importante et disciplinée. Dans mon enfance, j'étais inspiré par le professionnalisme et le sacrifice de nos forces armées et j'ai su de bonne heure que je voulais faire partie de cette tradition.

Ma carrière s'est étendue sur trois décennies et m'a permis de servir dans des rôles de commandement, d'état-major et d'opérations, ce qui a façonné ma perspective stratégique. Un poste formateur a été la période où j'étais intégré aux forces multinationales en Sierra Leone et au Darfour. Cette expérience a renforcé la valeur des partenariats et la réalité selon laquelle les menaces modernes ne respectent pas les frontières.

Un autre moment décisif s'est produit quand je dirigeais des formations et des unités dans des opérations

complexes au Kenya. Agir dans cet environnement m'a enseigné l'importance de l'agilité, l'adaptabilité et l'action basée sur le renseignement : principes qui continuent à guider les KENSOF aujourd'hui.

ADF : Silent Warrior est un événement unique, auquel participent les chefs des SOF de plus de quarante pays. Quels types d'échange et de partenariat anticipez-vous dans un événement comme celui-ci ?

Brigadier Njeru : Silent Warrior est un point de convergence pour l'expérience, l'innovation et les objectifs communs de l'Afrique. Cette année, le programme réunit intentionnellement les groupes régionaux et les discussions thématiques pour renforcer la coopération et l'interopérabilité. À un événement de cette échelle, il existe trois formes principales d'échange :

- **Les perceptions opérationnelles :** Les pays compareront les approches à l'insurrection, à la stabilisation et au contre-terrorisme. Des leçons seront tirées à partir des missions réelles, pas de la théorie.
- **Les chemins de l'interopérabilité :** Silent Warrior



Les opérateurs des Forces spéciales kényanes prennent position à l'extérieur d'un complexe hôtelier après une attaque terroriste dans le faubourg de Westlands à Nairobi en 2019. AFP/GETTY IMAGES



Le brigadier Njeru s'exprime lors des célébrations de la Journée aéroportée à la caserne Kenyatta de Gilgil (Kenya) en août 2025. FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

crée un espace pour identifier les secteurs où les SOF africaines peuvent synchroniser la doctrine, les communications et le développement des capacités.

- **Les partenariats stratégiques :** Il offre une plateforme diplomatique sur laquelle les relations entre les commandants mûrissent pour devenir des cadres de coopération structurés.

En fin de compte, le point fort du symposium est le fait qu'il reconnaît la diversité africaine, mais qu'il se focalise sur notre destinée sécuritaire commune.

ADF : Comment caractériseriez-vous les partenariats des SOF en Afrique de l'Est ? Existe-t-il une collaboration et une mise en commun du renseignement avec les commandants des SOF dans la région ? Existe-t-il une marge de progression ?

Brigadier Njeru : L'Afrique de l'Est reste l'un des théâtres de sécurité les plus dynamiques et les plus exigeants du continent, et cette réalité souligne l'importance des

partenariats des SOF plus robustes. Alors que les nations individuelles continuent à confronter les menaces communes telles que les Chebabs et les réseaux criminels transfrontaliers, il existe un potentiel considérable pour une collaboration approfondie, en particulier dans la mise en commun du renseignement, les réponses coordonnées et la formation conjointe.

La position géographique du Kenya, qui a des frontières avec cinq pays, nous place au cœur de la sécurité régionale. Nous percevons une grande opportunité pour augmenter la coopération avec nos homologues en Somalie, en Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie et dans d'autres pays voisins, pour bâtir un avenir dans lequel l'information se propage plus harmonieusement et les réponses opérationnelles peuvent se renforcer mutuellement. L'aspiration consiste à se diriger progressivement vers des cadres qui soutiennent les alertes précoces, la planification harmonisée et les postures de sécurité des frontières plus cohérentes.

Il existe un potentiel considérable de croissance. La région bénéficierait de mécanismes plus robustes de fusion du renseignement en temps réel, de systèmes de communication interopérables et d'engagements trilatéraux ou quadrilatéraux plus réguliers des SOF. Nous sommes désireux d'avancer dans ces domaines par le biais du dialogue soutenu et du développement de la confiance parmi nos forces. Nos adversaires évoluent constamment et la région doit évoluer avec eux.



Le brigadier Njeru parle aux participants de Silent Warrior, conférence annuelle multinationale des opérations spéciales.

CCH TYLER MCQUISTON/
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

« Silent Warrior est un point de convergence pour l'expérience, l'innovation et les objectifs communs de l'Afrique. »

ADF : *Comment la formation SOF s'est-elle améliorée et a-t-elle évolué pendant votre carrière ? L'école de formation des opérations spéciales (SOTS) du Kenya à Gilgil continue à croître. Comment le Kenya peut-il préparer la prochaine génération d'opérateurs aux défis qu'ils affronteront ?*

Brigadier Njeru : Notre modèle de formation s'est considérablement transformé. Lorsque j'ai rejoint la force, la formation SOF était intense mais sa portée était plus étroite ; elle concernait principalement le bataillon des para. Aujourd'hui, la SOTS de Gilgil est une institution moderne qui reflète les meilleures pratiques mondiales. Nous avons étendu notre programme pour inclure la guerre urbaine, l'exploitation du renseignement et la planification avancée des missions. Cela s'aligne avec la doctrine SOF des KDF. La préparation de la prochaine génération exige que nous investissions dans trois secteurs clés :

- **Le capital humain :** Nous devons tenir compte du bien-être des opérateurs et développer des professionnels mentalement agiles et émotionnellement disciplinés. Ces opérateurs comprennent le terrain et le contexte politique des missions.
- **L'intégration de la technologie :** Les nouveaux opérateurs doivent être formés avec les outils qu'ils utiliseront dans les opérations, notamment les drones (UAV), les capteurs, la cartographie numérique et les systèmes axés sur l'IA.

- **La formation conjointe et multinationale :** L'opérateur du futur doit pouvoir travailler confortablement sans entrave avec les autres formations et unités des KDF et avec les partenaires du monde entier.

Nos jeunes opérateurs sont talentueux. Aussi, notre responsabilité consiste à les guider vers la formation de pointe dont ils ont besoin pour devancer intellectuellement les adversaires et déjouer leurs plans.

ADF : *Comment la technologie est-elle utilisée par les Forces spéciales pour gagner un avantage tactique sur les adversaires ? Avez-vous constaté des résultats de l'emploi des UAV ou d'une autre technologie ?*

Brigadier Njeru : La technologie est devenue un facteur décisif. Dans les KENSOF, nous ne considérons plus la technologie comme un accessoire : elle fait partie de la trousse de base des opérateurs. Les UAV, les capteurs de terrain, les systèmes optiques de pointe, les communications de précision et les outils géospatiaux sont désormais intégrés dans la planification et l'exécution des missions.

Les UAV ont fourni :

- Le renseignement militaire, la surveillance et la reconnaissance persistants, même sur un terrain où l'accès à pied est difficile.
- Les alertes précoces contre les mouvements hostiles.
- La précision de ciblage améliorée, ce qui réduit les risques collatéraux.

Le brigadier Njeru s'exprime pendant Silent Warrior, conférence annuelle des opérations spéciales.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR SABATINO DIMASCIO/
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Un membre de l'escadron des opérations spéciales navales du Kenya donne l'ordre de tirer pendant un exercice de tir de mitrailleuse à Mombasa.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR SABATINO DIMASCIO/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

- Le soutien aux équipes de terrain pendant les engagements rapprochés.

Au-delà des UAV, la connectivité numérique a amélioré nos systèmes de commandement et de contrôle, en permettant aux commandants de prendre plus rapidement des décisions éclairées. La technologie nous donne la capacité de voir, comprendre et agir en premier, ce qui est décisif dans les opérations spéciales.

ADF : La menace sur la frontière Nord et les efforts des Chebabs visant à infiltrer et attaquer des cibles à l'intérieur du Kenya sont un défi permanent. Pourriez-vous décrire les progrès dans cette lutte et le rôle joué par les KENSOF pour vaincre les Chebabs ?

Brigadier Njeru : Les Chebabs restent un adversaire adaptatif et persistant. Toutefois, le Kenya a enregistré d'importants progrès pour dégrader leurs réseaux, leur refuser la liberté de mouvement et protéger les communautés locales.

Les KENSOF jouent un rôle critique dans cet effort en :

- Conduisant des opérations axées sur le renseignement contre les cibles de grande valeur.
- Soutenant les opérations de sécurité des frontières en collaboration avec les autres unités des KDF, la police, les services de renseignement et les partenaires internationaux.
- Exécutant des missions de précision qui perturbent les attaques planifiées avant qu'elles ne se manifestent.
- Œuvrant étroitement avec les communautés pour renforcer la résilience des comtés frontaliers et gagner les cœurs et les esprits de la population locale.

Les Forces spéciales kényanes recueillent des preuves au site d'une attaque à la bombe à Nairobi.

AFP/GETTY IMAGES

« Notre succès est ancré dans la discipline, la cohérence et l'intégration étroite entre les SOF, les agences de renseignement, le leadership local et les partenaires internationaux. »

Notre succès est ancré dans la discipline, la cohérence et l'intégration étroite entre les SOF, les agences de renseignement, le leadership local et les partenaires internationaux. Bien que la menace persiste, les capacités des forces kényanes, en particulier celles des SOF, continuent à devancer la possibilité de régénération de l'ennemi. Nous sommes déterminés, patients et indéfectibles dans cette mission.

ADF : *Les Forces spéciales du Kenya ont émergé au cours des trente dernières années. Pourriez-vous expliquer comment cette spécialisation a progressé et s'est développée au cours de cette période ?*

Brigadier Njeru : L'évolution des capacités SOF du Kenya est l'une des transformations militaires les plus importantes des trente dernières années. Nous avons commencé avec de petites unités spécialisées répondant aux menaces asymétriques émergentes. Aujourd'hui, nous avons un Commandement des Forces d'opérations spéciales intégré avec une doctrine mûre, un matériel moderne et des unités éprouvées par les missions.

Au fil du temps, plusieurs développements ont façonné notre croissance, notamment :

- La professionnalisation de la sélection et la formation pour produire des agents d'élite.
- L'institutionnalisation de la doctrine pour assurer que les rôles des SOF soient clairement définis au sein de l'architecture de défense nationale.
- L'interopérabilité améliorée avec les services des KDF (Armée de terre, Armée de l'air et Marine), les agences de renseignement et les partenaires internationaux.

- L'expérience opérationnelle qui a affiné nos tactiques, techniques et procédures.

Selon les normes mondiales, nous sommes toujours une force jeune, mais nous nous sommes développés à dessein et avec une direction stratégique claire.

ADF : *Quelle est la prochaine étape du développement des SOF au Kenya ? Comment cherchez-vous à les améliorer ?*

Brigadier Njeru : Le prochain chapitre des SOF au Kenya consiste à approfondir le caractère conjoint, promouvoir le mentorat, accélérer la modernisation et se préparer aux menaces du futur qui seront plus complexes, hybrides et axées sur la technologie.

Pour réaliser ces objectifs, nous voulons améliorer la fusion du renseignement afin de bâtir un écosystème de renseignement SOF sans entrave qui raccourcit le cycle de prise de décision. Nous devons faire des avancées pour adopter la technologie visant à intégrer les systèmes axés sur l'IA, les plateformes autonomes et les capacités de soutien cyber améliorées. Nous devons renforcer les partenariats régionaux. Silent Warrior et les plateformes similaires sont des exemples qui montrent que l'avenir sécuritaire de l'Afrique sera coopératif et non pas isolé. Finalement, nous devrions investir dans le développement du capital humain. Cela générera le leadership, la résilience mentale et les aptitudes spéciales qui sont nécessaires pour les domaines émergents.

Le principe directeur est simple : les SOF doivent avoir toujours deux longueurs d'avance sur la menace. Notre plan de développement assure que nous resterons agiles, létaux et stratégiquement pertinents, au Kenya aussi bien que dans la région au sens large. □



S'ADAPTER AU CHAMP DE BATAILLE TECHNIQUE

Les Forces d'opérations spéciales aspirent à innover, apprendre et évoluer dans un environnement qui change rapidement

PERSONNEL D'ADF

Pour les communications du champ de bataille, les forces d'opérations spéciales utilisent souvent la radio haute fréquence.

Mais les Forces de défense du Kenya (KDF) ont découvert qu'elles ont un problème avec cet outil vital. Au fil des ans, le Kenya a acquis des appareils fournis par tout un éventail de fabricants, tels que Motorola, Hytera et Harris. Ces radios sont efficaces mais elles ne sont pas interopérables. Elles emploient un cryptage différent et utilisent des longueurs d'onde différentes à des fréquences différentes.

Heureusement, les KDF ont leur propre laboratoire pour élaborer des solutions. Le Centre de maintenance et d'innovation des systèmes de communication et d'information (CISMIC) créé en 2021 développe et répare le matériel électronique et les logiciels pour les forces armées. Il a été chargé de résoudre le problème.

Le colonel Stephen Kinyanjui, directeur du CISMIC, déclare à ADF : « Le but est d'assurer que nos troupes soient sécurisées sur le terrain. Pour que toute communication entre elles ne soit pas interceptée par un adversaire, et que nous ne finissions pas par avoir des victimes parce que nous ne communiquons pas de façon non sécurisée. »

La solution qu'ils ont développée s'appelle « Gate Bridge ». Cet outil peut traiter le signal émis par un appareil, le crypter et l'envoyer vers l'appareil suivant de façon protégée et compatible. Les techniciens des KDF ont conçu et construit l'outil à l'aide de pièces localement disponibles et de la propriété intellectuelle qui leur appartient.

Le colonel Kinyanjui déclare qu'il est important pour les KDF de trouver

une solution locale, pour que le Kenya n'ait pas besoin de compter sur des donneurs et des fabricants étrangers.

« Lorsque vous le faites vous-même, le soutien et la maintenance sont intégrés pour vous et vous formez vos propres équipes, vous assurez la durabilité de la solution. »

Le Kenya suit ce modèle à mesure qu'il développe la technologie pour protéger les soldats du champ de bataille. Les techniciens militaires mettent à l'essai des dispositifs pour contrer les EEI, des systèmes satellitaires et la technologie pour améliorer la sécurité alimentaire. Le principe d'autosuffisance reste central, selon le colonel.

« Lorsque vous conservez le titre de propriété intellectuelle, cela devient peu coûteux. Les connaissances peuvent même être disponibles auprès des sources ouvertes, aussi il vous incombe de les chercher et de les trouver, de travailler sur elles et de les perfectionner, puis de les donner aux soldats. De cette façon, nous pouvons soutenir la solution. »



Les membres du 93^{ème} bataillon des forces spéciales de Tanzanie s'entraînent aux combats rapprochés.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Dans les différents services armés, et en particulier dans les forces d'opérations spéciales (SOF), la technologie offre de nouvelles possibilités et présente de nouveaux défis. Les opérateurs font face aux manières de l'adapter au mieux pour défendre leur pays dans ce panorama qui évolue rapidement. Ils étudient comment les changements affecteront leur mission ou encourageront les ennemis.



Un soldat ghanéen démontre les techniques de décollage de drone lors de l'exercice militaire African Lion 2025 à Tamale (Ghana). SERGENT WILLIAM CHINA/ARMÉE DE TERRE DE RÉSERVE DES ÉTATS-UNIS

Le colonel Jérôme Francis Nko'o Ella, officier commandant l'opération Alpha du bataillon d'intervention rapide du Cameroun, déclare à ADF : « Il y a une amélioration technologique dont nous avons besoin pour affronter la menace des terroristes qui emploient déjà cette technologie. Nous devons nous rattraper, combler l'écart. »

LES INCUBATEURS DE L'INNOVATION

Les opérateurs SOF sont souvent parmi les premiers à adopter la nouvelle technologie. Puisqu'ils ont tendance à travailler au sein de petites unités dans des missions de haut risque, loin des structures de commandement central, ils ont besoin d'outils qui leur donnent un avantage.

Les unités SOF déployées en avant ont des antécédents de test de la technologie militaire avant qu'elle ne soit distribuée au reste de la force, ce qui leur donne le nom d'« incubateurs de l'innovation ». Par exemple, en 1990 la technologie GPS a été utilisée pour la première fois dans des combats lors de l'opération Tempête du désert. Ceci a conduit les opérateurs à avancer derrière les lignes ennemies et conduire une

reconnaissance. Aujourd'hui, la technologie GPS est omniprésente.

Les experts considèrent que les SOF sont la meilleure option pour le prototypage rapide, tout comme elles le sont pour les missions de haut risque : « leur maturité, leur polyvalence, les processus de sélection rigoureux et la possibilité de tolérance au risque », écrivent Leo Blanken, Philip Swintek et Justin Davis pour la plateforme d'analyse en ligne War on the Rocks.

La technologie change l'univers des opérateurs SOF de plusieurs façons.

Les systèmes d'aéronef sans humain à bord (UAS) sont utilisés pour la surveillance et l'identification des cibles, pour donner une alerte précoce des attaques potentielles, et pour offrir un soutien aérien aux équipes sur le terrain dans un territoire hostile. Les opérateurs SOF sont aussi à l'avant-garde des tests de la technologie anti-drone, y compris les brouilleurs portables pour contrer les attaques.

L'intelligence artificielle est prometteuse dans une variété d'applications. Elle peut aider les opérateurs à prédire ce que feront les adversaires. Elle peut être intégrée dans les systèmes hérités pour les rendre plus efficaces et faciliter la prise de décision. Elle peut aussi aider les opérateurs à passer au

crible d'énormes quantités d'information. Elle améliore la cybersécurité et la logistique en anticipant les défaillances et les points faibles avant qu'une panne ne se produise.

La sensibilisation situationnelle numérique offre des outils permettant aux opérateurs SOF de tester la technologie portable qui leur permet d'identifier les soldats amis, de cartographier le terrain et de tracer les positions ennemies. Certains dispositifs offrent une réalité augmentée qui projette les informations sur un casque. En outre, le temps de livraison « capteur à soldat » est accéléré avec les données acquises par le matériel tel que les UAS et les aéronefs avec équipage qui peuvent être accédés presque instantanément.

Pour le colonel Kinyanjui, une culture d'innovation et de polyvalence est clé. Si les forces ne s'adaptent pas, elles sont vulnérables.

Les membres du bataillon de renseignement militaire des Forces de défense du Kenya installent un système informatique pour contrôler un drone.

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR TIFFANY DENAULT/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS





« Je pense que, si vous n'acceptez pas la technologie, vous allez être laissé de côté. Si vous continuez à utiliser des méthodes traditionnelles, les personnes deviendront exposées. Lorsque vous innovez, vous recherchez une meilleure façon d'assurer la protection de vos soldats. »

LA DOCTRINE ET LA FORMATION

À mesure que la nouvelle technologie s'impose sur le champ de bataille, les experts pensent que la doctrine et la formation doivent suivre. Les opérateurs SOF s'entraînent déjà avec des simulations de pointe qui peuvent créer des scénarios avec des données d'entrée provenant des missions réelles et complexes. L'entraînement SOF intègre les aptitudes cyber, les techniques de renseignement, surveillance et reconnaissance, et les UAS. Les experts déclarent que les commandants doivent accueillir et responsabiliser les jeunes opérateurs versés sur la technologie et prioriser le recrutement de ceux qui ont des aptitudes tech.

Le vice-amiral US Collin Green (à la retraite) de DZYNE Technologies déclare que les commandants SOF doivent reconnaître que les jeunes qui progressent dans leur carrière sont des « indigènes du numérique » qui emploient la technologie « comme un cinquième membre ».

L'amiral Green a déclaré au symposium Silent Warrior 25 des SOF à Nairobi : « Ne soyez pas un chef sujet à l'insécurité ; soyez désireux d'exploiter le talent local. Encouragez les jeunes à être créatifs avec les solutions militaires. »

Un facteur essentiel pour accomplir cela est de prioriser la cybersécurité et la sensibilisation. Les SOF doivent devancer les acteurs malveillants qui cherchent à infiltrer et perturber. Les groupes terroristes, les organisations criminelles et les hackers parrainés par les états prennent pour cible le personnel militaire, les systèmes informatiques et le matériel. En Afrique du Sud par exemple, les forces armées et les agences gouvernementales signalent 1.450 cyberattaques par semaine en moyenne. Les systèmes de commandement, contrôle et communication, les chaînes logistiques et même la technologie des armements sont dans la mire des hackers.

« Le cyber doit commencer avant tout par la défense, déclare l'amiral. Savez-vous ce qu'il y a dans votre périmètre, dans vos chaînes logistiques ? Protégez-vous vos tactiques, techniques et procédures ? Il faut vraiment vous renforcer avant tout, avant d'examiner ce que vous allez faire du côté des offensives. »

Un aspect de cela exigera la mise à jour de la doctrine. Le colonel Kinyanjui recommande des processus écrits qui précisent comment la technologie émergente doit être utilisée et protégée. Ce document peut être actualisé selon les besoins.

« Vous devez l'intégrer dans la doctrine, déclare le colonel ; il doit être documenté et placé dans votre modus operandi. Si vous ne l'intégrez pas à vos procédures et processus, il pourra être utilisé par un groupe des forces spéciales, mais lorsque vous partirez il n'y sera pas. »

LA TECHNOLOGIE QUI REHAUSSE LE COMBATTANT

Alors que la technologie joue un rôle croissant dans les opérations des SOF, certains opérateurs se réfèrent à une vérité fondatrice des SOF publiée par le Commandement des opérations spéciales des États-Unis : « Les humains sont plus importants que le matériel. »

Ceci veut dire que, bien que la technologie puisse aider les choses, c'est l'aptitude, le jugement et le courage de l'opérateur qui déterminent le succès de la mission.

Le site web du groupe de réflexion Battelle Insider écrit dans une série d'essais examinant l'optimisation de la santé des combattants : « Les opérateurs SOF sont la "technologie" décisive dans toute mission. Ils intègrent et utilisent des systèmes avancés. Ils interprètent des environnements chaotiques et ambigus. Ils prennent des décisions rapides et cruciales sous une pression extrême. Et ils s'adaptent d'une façon qui ne peut pas être suivie par les machines et les plateformes. »

De même, l'amiral Green déclare que les SOF traversent une « période de renouveau », en ajoutant qu'il est important de doubler la mise sur leurs points forts, tels que les connaissances culturelles et l'expertise sur le terrain, tout en s'adaptant, évoluant et ajoutant de nouvelles capacités.

« Contrôlez ce que vous pouvez, restez intellectuellement curieux, ayez une culture d'expérimentation, dit-il. Accueillez l'inconfort. »

Alors que la nouvelle technologie fait évoluer le champ de bataille, les normes élevées de performance et de professionnalisme des SOF doivent demeurer intactes, a déclaré le lieutenant-général John Omenda, chef d'état-major adjoint des KDF, aux participants à la conférence SOF de Nairobi.

« Les guerriers silencieux agissent dans les domaines où la complexité est maximale et les marges d'erreur sont infimes, a-t-il dit. C'est dans cet environnement exigeant que la discipline, l'intégrité, le respect des droits de l'homme et l'adhésion aux normes internationales doivent rester sans compromis. Les outils peuvent changer mais le caractère reste. » □

TERRRES, FLEUVES, LACS ET MER



LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES NAVALES D'ÉLITE COMBATTENT UNE SÉRIE DE MENACES

PERSONNEL D'ADF

Le Ghana est depuis des années un phare de paix et de stabilité sur le littoral d'Afrique de l'Ouest, mais son panorama de sécurité a évolué pour englober toute une série de menaces diversifiées.

L'expansion des groupes terroristes sahéliens résolus à atteindre la côte menace le Nord du pays. Sur la frontière Est avec le Togo, un mouvement sécessionniste a suscité des sentiments anti-gouvernementaux. En mer, la piraterie représente une menace maritime agressive et non conventionnelle qui exige une réponse spécialisée.

L'escadron des bateaux spéciaux de la Marine ghanéenne confronte toutes ces menaces, et d'autres aussi. Alors que le spectre de la piraterie planait sur le golfe de Guinée entre 2009 environ et 2015, les responsables ont réalisé que les forces conventionnelles ne seraient pas suffisantes, déclare le commandant Seth Dzakpasu, chef de l'escadron.

« À l'époque, la Marine ghanéenne était très familiarisée avec les menaces conventionnelles en mer, dit-il à ADF. Et la piraterie n'était pas une de ces menaces conventionnelles. »

C'est alors que le Ghana a rejoint la liste des marines africaines dotées d'escadrons de forces spéciales d'élite, comme le Kenya et le Nigeria. Ces petites unités hautement entraînées conduisent des abordages en opposition et des fouilles de navires, des opérations anti-traffic en mer, sur les lacs et les fleuves, et la réponse aux catastrophes, entre autres.

NOUVELLES MENACES, NOUVELLES RÉPONSES

Plusieurs marines ont démontré leur capacité à affronter les menaces maritimes dans certaines des eaux les plus difficiles de la planète. La Marine nigérienne est reconnue comme l'une des plus fortes du continent selon le rapport de Global Firepower 2026. Elle est à la 22ème place dans le monde. Le classement est en grande mesure basé sur ses ressources totales s'élevant à 152, constituées

Les forces de l'escadron des bateaux spéciaux du Ghana se préparent à aborder un navire au large des côtes de Takoradi (Ghana) en mai 2024 dans le cadre de l'exercice Obangame Express. PREMIER MAÎTRE JOHN PEARL/MARINE DES ÉTATS-UNIS

surtout de patrouilleurs hauturiers.

Toutefois, son service de bateaux rapides (SBS) offre un outil plus rationnalisé. Il cible une matrice de menaces en évolution constante, y compris les trafiquants de haute mer et les terroristes qui naviguent sur le lac Tchad et d'autres voies navigables intérieures.

Le contre-amiral Dolapo Kolawole (à la retraite), ancien directeur des opérations au quartier général de la Marine nigérienne et ancien commandant du SBS, a déclaré à Arise News en février 2026 que le service aide la Marine à gérer les menaces asymétriques et les missions complexes de contre-terrorisme. Formé en 2006, il peut effectuer des « frappes chirurgicales » et détruire les camps terroristes.



Les membres de l'escadron des bateaux spéciaux du Ghana se préparent à monter à bord d'une embarcation d'attaque en caoutchouc pour un entraînement d'opérations spéciales amphibie lors de l'exercice Flintlock à Daboya (Ghana) en mai 2024. SPÉCIALISTE KEVIN BROWN/GARDE NATIONALE DE L'ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

« Il s'inspire du modèle des SEAL de la Marine de guerre des États-Unis, a dit l'amiral Kolawole. Son personnel et ses marins sont formés pour la guerre asymétrique à terre et en mer. Ils peuvent fonctionner dans les deux environnements. »

Par exemple, le SBS nigérien s'est joint à l'Armée de terre et aux forces civiles dans une opération de suppression et récupération de quatre jours en juin 2021 à Baga, localité stratégique de l'État de Borno sur les rives du lac Tchad.

L'un des plus grands succès du service s'est produit en mai 2020. Alors que le navire Hailufeng 11 battant pavillon chinois pratiquait le chalut



dans les eaux ivoiriennes, 10 pirates l'ont attaqué, ont assailli ses 18 membres d'équipage et éteint le système d'identification automatique. Mais les autorités maritimes de la côte Ouest d'Afrique ont suivi le navire jusqu'à ce qu'il entre dans les eaux nigérianes deux jours plus tard le 16 mai, où un bateau patrouilleur de la Marine attendait.

Le NNS Nguru s'est placé à côté du navire détourné, à environ 140 milles marins au Sud de Lagos. Des commandos SBS l'ont abordé alors qu'il naviguait à 9 nœuds, quand les pirates ont ignoré l'ordre de s'arrêter. Aucun marin ou membre d'équipage n'a été blessé. Les pirates ont été amenés à terre et traduits en justice.

Sur le continent, les membres de l'unité des bateaux spéciaux (SBU) de la Marine du Kenya participant à la mission de soutien et stabilisation de l'Union africaine en Somalie ont répondu à un appel de détresse lorsque le boutre MSV Fazlerabbi a pris feu au large des côtes de Kismaayo le 29 octobre 2025.

Ce vaisseau, qui naviguait à destination de Dubaï (Émirats arabes unis), était en feu à environ 5 milles marins au Nord-Est du port, selon les Forces de défense du Kenya. Le personnel de la SBU, travaillant avec des bateaux locaux, a sauvé tous les 16 membres d'équipage.

Moins d'un mois plus tard, 15 commandos de fusiliers marins de la SBU ont participé à une force multi-agences qui a intercepté un navire à environ 340 milles marins de la côte de Mombasa (Kenya). Les fusiliers marins se sont lancés dans de petites embarcations du patrouilleur KNS Shupavu de la

L'unité des bateaux spéciaux du Kenya pratique l'évacuation des villageois dans un bateau pendant un exercice de simulation avec de nombreuses victimes. MARINE DES ÉTATS-UNIS

Marine. Ils ont abordé et saisi le bateau automoteur Mashallah qui ne battait aucun pavillon.

Le bateau illégal, qui était surveillé par les agences internationales de lutte antidrogue, a été escorté au port. Là-bas, les autorités ont saisi 769 sachets de méthamphétamine d'un poids de 1.024 kg et d'une valeur de 63 millions de dollars. Cet effort a été dénommé l'opération Bahari Safi, ou « mers propres » en swahili. C'était la deuxième plus grande saisie de stupéfiants de l'histoire du Kenya.

Ces petites équipes spécialisées permettent aux forces armées de déployer un personnel qui peut s'adapter aux menaces uniques de leur pays. Malgré leur état de composantes des forces navales, leur domaine n'est pas limité aux menaces maritimes. Par exemple, l'escadron du Ghana a été utilisé pour faire face à un certain nombre d'incidents d'origine terrestre. L'un d'eux est l'extraction minière illégale de petite échelle appelée localement le « gamamsey », qui provient d'un terme d'argot signifiant « réunir et vendre ». La pratique fait perdre des revenus et endommage l'environnement.

Le Ghana, appelé précédemment la « Côte d'or », produit toujours le plus d'or de tous les pays du continent, selon un rapport de novembre 2024 du Wilson Center. Le gamamsey fait perdre au pays des revenus de plus de 2,3 milliards de dollars par an. L'extraction minière légale est fortement contrôlée mais les mineurs illégaux de petite



Les marins de l'escadron des bateaux spéciaux de la Marine ghanéenne abordent le GNS Chemle dans le golfe de Guinée au large des côtes de Tema (Ghana) pendant Obangame Express en mars 2021. MAÎTRE 3E CLASSE HANNAH FRY/MARINE DES ÉTATS-UNIS

échelle utilisent fréquemment le cyanure et le mercure qui contaminent les sources d'eau douce.

Le commandant Dzakpasu déclare que les forces armées ghanéennes ont œuvré pour combattre le galamsey. « L'escadron des bateaux spéciaux est au cœur de cette opération, en particulier à cause de l'illégalité complexe. Typiquement, cela se passe sur les voies fluviales, dans les lieux qui sont isolés, où il n'existe pas d'accès direct par route. L'escadron a alors utilisé ses aptitudes sur les fleuves ou dans l'eau et dans les airs, il s'est déployé par des moyens aériens et il a été efficace pour contrer cela entre 2017 environ et 2021. »

L'escadron du Ghana a aussi riposté au mouvement sécessionniste du Togoland de l'Ouest en 2020, déclare le commandant Dzakpasu. Les séparatistes veulent former une nouvelle nation avec les frontières de l'ancien mandat du Togoland qui existait sous l'administration britannique. Un incident près d'une base militaire de l'Est a été la cause « de la rébellion [des sécessionnistes], qui ont bloqué des ponts, etc. L'escadron a restauré l'ordre rapidement et efficacement en intervenant dans cette confrontation avec les membres de ce mouvement. »

De même, les membres de l'escadron ont conduit des opérations de contre-insurrection et de contre-terrorisme préventives dans le Nord du Ghana pour dissuader les terroristes qui sont actifs au Burkina Faso et dans la région du Sahel au sens large.

UNE FORMATION SPÉCIALISÉE

L'escadron du Ghana, créé en 2016 avec le soutien du Danemark, des États-Unis et du Nigeria, a remis des diplômes de fin d'étude à son premier groupe d'agents nationalement formés en 2022. Les huit nouveaux membres étaient les seuls d'un groupe de vingt-cinq qui ont complété l'entraînement rigoureux de six mois.

De 2016 à 2020, le Ghana a envoyé cinq groupes au Nigeria pour leur entraînement. Une fois revenus, les marins ont travaillé au sein de diverses équipes, mais sans unité formelle ni structure de commandement et contrôle. En 2021, le chef d'état-major naval a officiellement créé l'escadron et Seth Dzakpasu a été nommé commandant en mars 2022.

La capacité de formation dans le pays est une composante cruciale du plan de développement de cinq ans conçu en partenariat avec les États-Unis et le groupe de guerre spécial du Danemark, appelé Corps danois des hommes-grenouilles. Le plan se terminera vers la fin 2026.

Le « navire dans une boîte » est un outil de 1,2 million de dollars qui aide à entraîner l'escadron. Il a été mis en service en août 2024 avec l'aide du gouvernement danois et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Ce simulateur métallique qui ressemble à un navire permet aux membres de l'escadron et à d'autres de pratiquer les exercices de visite, abordage, fouille et saisie. Il est localisé au commandement de la formation navale de Nutekpor, dans l'Est du Ghana.

« Au lieu de naviguer sur un bateau chaque fois que vous voulez conduire des opérations d'abordage, nous avons un navire sur la terre où nous pouvons simplement entrer, dégager, établir différents scénarios et nous entraîner à nouveau », déclare le commandant Dzakpasu.

Dominic Nitiwul, ministre de la Défense à l'époque, a dit que le navire simulé symbolisait un engagement d'excellence, dédié à protéger le golfe de Guinée, et un environnement de formation réaliste pour des types différents de mission, selon un reportage du Ghana Peace Journal d'août 2024.

« Les menaces que nous affrontons aujourd'hui, notamment la piraterie, le trafic des stupéfiants, la contrebande, la pêche illégale et le terrorisme maritime, exigent que nous équipions notre personnel avec la formation la meilleure possible, en les préparant à tout scénario concevable qu'ils pourraient rencontrer en mer », a déclaré le ministre lors de la cérémonie de mise en service.

À droite : Le service des bateaux spéciaux du Nigeria a été crucial pour entraîner le personnel ghanéen.

SPÉCIALISTE MARIO HERNANDEZ LOPEZ/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

Ci-dessous : Le service des bateaux spéciaux du Nigeria démontre ses capacités lors de la revue présidentielle de la flotte aux chantiers navals de Lagos en mai 2023.

AFP/GETTY IMAGES

Il a ajouté que les installations seront utiles aux alliés et aux pays partenaires, en encourageant la coopération et aidant les forces maritimes pour qu'elles œuvrent ensemble sans encombre. Le Nigeria a aussi un simulateur du type « navire dans une boîte » au Centre conjoint de formation sur la sécurité maritime à Lagos.

Le Nigeria a créé son propre commandement des opérations spéciales sur la Bénoué en 2025. Il intègre le SBS et l'unité de sécurité maritime du projet « Deep Blue ».

La formation SBS est bien connue pour être difficile ; elle inclut des tests d'endurance, de privation physique et de nage sur de longues





« ILS ONT DÉMONTRÉ L'APTITUDE PHYSIQUE, LA TÉNACITÉ MENTALE, LA PRÉPARATION PSYCHOLOGIQUE ET LA RÉSISTANCE ÉMOTIONNELLE REQUISES POUR EXÉCUTER LES TÂCHES QUI LEUR SERONT AFFECTÉES PAR LA MARINE NIGÉRIANE. »

— Capitaine Andrew Zidon, commandant du service des bateaux spéciaux du Nigeria

distances. Les cours spécialisés se concentrent sur la démolition sous-marine, la plongée de combat, le parachutage, la formation de survie, les combats rapprochés, la manutention des armes et la collecte et l'analyse du renseignement. La formation atteint son point culminant durant la « semaine infernale », dans laquelle les candidats sont poussés jusqu'à leur limite physique et mentale.

En août 2025, le SBS nigérian a diplômé 33 candidats, soit moins de la moitié de ceux qui avaient commencé le programme de 36 semaines du cours des capacités de base des opérateurs. Le capitaine Andrew Zidon, commandant du SBS, déclare que les candidats « ont tiré des milliers de cartouches et de munitions pyrotechniques, brûlé des milliers de litres d'essence, d'huile et de lubrifiant, nagé en mer sur des kilomètres et effectué d'innombrables heures d'entraînement de haute intensité. »

La formation est conçue pour aider le service à gagner, avant même d'être introduit sur le champ de bataille. « Ils ont démontré l'aptitude physique, la ténacité mentale, la préparation psychologique et la résistance émotionnelle requises pour exécuter les tâches qui leur seront affectées par la Marine nigériane », a déclaré le capitaine Zidon au journal nigérian *This Day*.

Le commandant Dzakpasu déclare qu'il anticipe que l'escadron du Ghana partagera encore

Cette vue aérienne montre le lac Tchad. Les terroristes ont proliféré dans la région et établi des bases sur les îles du lac. AFP/GETTY IMAGES

plus son expertise avec les voisins africains et les pays partenaires, essentiellement de la façon dont le Danemark, les États-Unis et le Nigeria l'ont aidé à s'entraîner.

« Nous suivons déjà ce chemin, dit-il. Avec le Nigeria, des plans sont bien avancés pour conduire davantage de programmes de formation sous forme d'échanges bilatéraux avec le Sénégal, la Côte d'Ivoire et d'autres nations. Nous avons partagé notre expertise lors d'un événement de formation sous les auspices du Commandement des opérations spéciales des États-Unis pour l'Afrique, l'exercice Flintlock. Pendant l'exercice Flintlock, nous nous rencontrons et nous nous entraînons ; nous arrivons à mieux nous connaître. »

Grâce à son partenariat avec le Danemark et les États-Unis, le Ghana invite depuis trois ans des chefs de rang intermédiaire du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Kenya et du Sénégal à participer à une orientation des opérations spéciales et un cours pour les planificateurs des opérations, déclare le commandant Dzakpasu. « Nous avons lancé ce partenariat, et je pense qu'il se développera avec une plus grande participation pendant les années à venir. » □



Un soldat sierraléonais de la Force de la garde présidentielle interarmées applique un pansement à une blessure oculaire simulée.

La Sierra Leone

établit un partenariat de formation avec les États-Unis

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS : SERGENT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Les soldats des Forces armées de la République de Sierra Leone (RSLAF) ont participé à quatre semaines de formation d'échange conjointe combinée avec le 91^{ème} bataillon des affaires civiles de l'Armée de terre des États-Unis en septembre 2025. Les forces américaines et les membres de l'unité de reconnaissance et service de protection d'état des RSLAF ont conduit des opérations d'affaires civiles, notamment la reconnaissance et l'engagement, la gouvernance, les études de zone, la planification et le reportage de

mission, le développement professionnel et la gestion des forces à Freetown. La formation a aussi inclus les soins aux victimes de combat tactique, pendant lesquels tous les participants ont gagné la certification « Stop the Bleed » [stopper l'épanchement] de l'American College of Surgeons. Un exercice de terrain de trois jours a mis à l'épreuve les participants dans un environnement dynamique. La formation conjointe encourage les échanges de connaissance et facilite le travail d'équipe à long terme des deux pays.



L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE LA GESTION DES FRONTIÈRES

**La sécurisation des frontières exigera
la coordination et la coopération entre
les agences et entre les nations**

ILLUSTRATION D'ADF



Des soldats tunisiens recherchent des hommes armés dans Jebel Dernaya à Kasserine, près de la frontière algérienne, après une attaque qui a tué un policier en 2012.

COLONEL-MAJOR SALAH SAKLI (À LA RETRAITE),
ANCIEN DIRECTEUR CENTRAL DES GARDES-FRONTIÈRES DE TUNISIE

PHOTOS : AFP/GETTY IMAGES

Les nations africaines sont divisées par des frontières politiques terrestres de 83.500 km de long, mais le tiers seulement de cette distance est correctement délimité. En outre, de nombreuses régions frontalières sont faiblement peuplées, en grande mesure non protégées et distantes des capitales nationales et des centres de contrôle du gouvernement.

Les zones frontalières ont été traditionnellement considérées comme marginales, poreuses, mal définies et médiocrement gérées, ce qui a donné lieu à des défis de sécurité importants tels que le terrorisme, le trafic criminel et les migrations illicites.

Ces régions sont devenues des points sensibles potentiels des tensions socio-économiques et politiques et des conflits internes ou entre les états, et des terrains fertiles pour divers groupes armés non étatiques. Elles confrontent aussi d'énormes mouvements migratoires et sont sujettes au terrorisme, au crime organisé et au trafic illégal des personnes, des biens, des ressources naturelles, des drogues et des armes à feu.

Les groupes criminels et terroristes croissent et se diversifient le long des frontières africaines. Des développements récents ont montré que ces groupes ont intensifié leurs connexions transnationales et ont une

capacité croissante pour défier l'autorité des états et des institutions régionales.

En conséquence, la détérioration des conditions frontalières dans diverses régions sape les initiatives mondiales de lutte contre le terrorisme et toutes les formes de criminalité transnationale. Ces défis et menaces n'ont pas la même importance pour tous les pays africains, mais ils demeurent une source persistante d'instabilité sur le continent. Aucun pays ne peut les affronter tout seul.

Un terrain diversifié

Les frontières de la Tunisie sont naturellement perméables et diverses. Elles sont boisées et montagneuses au Nord, accidentées au centre, et vastes et désertiques au Sud. Le pays s'étend sur 163.000 km carrés ; il a une frontière terrestre de 1.033 km avec l'Algérie à l'Ouest et de 473 km avec la Libye au Sud-Est. Son littoral méditerranéen s'étend sur 1.288 km au Nord et à l'Est.

Il possède 9 aéroports internationaux, 12 passages frontaliers et 21 ports, soit un réseau de 42 points de passage officiels qui sont administrés conjointement par les services de douane et de police. Les policiers s'occupent des voyageurs et de leur documentation,

Les zones frontalières ont été traditionnellement considérées comme marginales, poreuses, mal définies et médiocrement gérées, ce qui a donné lieu à des défis de sécurité importants tels que le terrorisme, le trafic criminel et les migrations illicites.

alors que les agents des douanes se concentrent sur les biens transportés vers les destinations du commerce international.

Mis à part ces points de passage contrôlés, la Direction générale des gardes-frontières, rattachée à la Garde nationale sous l'égide du ministère de l'Intérieur, détient la responsabilité principale pour la surveillance des frontières terrestres et maritimes. Cette institution possède des unités terrestres et maritimes chargées d'assurer la sécurité dans les zones frontalières, de combattre les migrations illégales et le crime trans-frontalier, et d'effectuer des fonctions similaires à celles de la police des douanes.

Confronter la sécurité des frontières

Les pays ont fait d'énormes efforts pour faire face aux problèmes frontaliers au niveau national, régional et continental. Néanmoins, beaucoup sont insuffisants étant donné l'ampleur des défis.

Ces efforts sont en général réactifs et atténuent seulement les effets associés à l'insécurité. Le manque de stratégies de prévention à long terme visant à anticiper les risques imminents et à éradiquer les causes fondamentales des problèmes frontaliers est regrettable. Par ailleurs, divers plans nationaux, régionaux et continentaux ont des difficultés pour être mis en œuvre à cause de la faiblesse de la volonté politique et des réponses inégales de la part des différentes parties prenantes pour faire face collectivement aux défis communs.

Ces problèmes peuvent provenir des facteurs suivants : relations tendues à cause des disputes territoriales ; rivalité, manque de confiance et soupçons ; désir de forger des alliances bilatérales avec des puissances étrangères au mépris de l'intégration continentale ; priorisation des intérêts nationaux aux dépens de l'intégration régionale et continentale ; cloisonnement institutionnel qui entrave la collaboration ; conditions régionales qui encouragent l'isolationnisme ; persistance des crises et instabilité dans certains pays.

Soldat tunisien devant une tranchée sur la frontière libyenne. Les autorités ont construit la barrière, qui possède des bermes et des tranchées, entre Ras Jedir sur la côte méditerranéenne et Dehiba, après le massacre de 22 personnes par les terroristes au musée national du Bardo à Tunis en 2015.





Les réfugiés qui ont fui la violence en Libye font la file du petit-déjeuner au camp de réfugiés de Choucha près de la frontière tunisienne en mars 2011.

Les défis de la Tunisie

Depuis l'indépendance, la Tunisie affronte une multitude de défis liés à la gestion des frontières. Ces difficultés sont dues à des facteurs géographiques, politiques, économiques et sociaux. Parmi les préoccupations principales, on compte

la présence des groupes terroristes sur les frontières, l'intensification des migrations irrégulières et l'accroissement de la contrebande et du trafic illicite, en particulier pour le carburant, les stupéfiants et les armes à feu. Ce trafic finance et soutient les organisations criminelles et terroristes. La crise persistante en Libye accroît considérablement l'ampleur et la nature des menaces affrontées par la Tunisie.

En outre, les groupes armés continuent à être actifs sur la frontière algérienne et les organisations terroristes majeures telles que l'État islamique et Al-Qaïda au Maghreb islamique, initialement actives surtout au Sahel, cherchent à consolider et étendre leur présence en Afrique du Nord.

Plusieurs problèmes intérieurs aggravent les défis frontaliers tunisiens. L'économie nationale, affaiblie par des crises successives, limite considérablement la capacité de gestion efficace des frontières par le gouvernement. Ces frontières sont souvent caractérisées par un terrain accidenté qui se prête aux mouvements illégaux des biens et des personnes.

Le système actuel de gestion des frontières s'appuie sur un patchwork de lois et de règlements disparates qui affectent les responsabilités à diverses agences. Les procédures sont rigides et centralisées et les débats politiques restent en grande mesure concentrés sur la sécurité au détriment des préoccupations socio-économiques des communautés et des caractéristiques historiques et géographiques uniques des régions frontalières.

La Tunisie devient un pays de transit pour les migrants provenant d'autres régions d'Afrique. Cette transformation a perturbé un équilibre déjà fragile et compliqué davantage la réglementation des flux migratoires transfrontaliers.

Le déclenchement de la première guerre civile libyenne en février 2011 a forcé des centaines de milliers de travailleurs étrangers à s'enfuir en Tunisie entre mars et octobre 2011. La majorité d'entre eux a été rapatriée dans leur pays d'origine en quelques semaines, mais un petit nombre s'est installé temporairement en Tunisie.

La Tunisie reçoit aussi des immigrants, principalement de l'Afrique subsaharienne, notamment des étudiants, des migrants économiques et des réfugiés et migrants irréguliers fuyant les zones de conflit. Selon le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, le nombre de migrants subsahariens en situation irrégulière ne cesse d'augmenter.

La police tunisienne des frontières contrôle les passeports au poste de Tabarka dans le Nord-Ouest, près de l'Algérie.



Une ambulance libyenne traverse le passage frontalier de Ras Jedir entre la Libye et la Tunisie le 1er juillet 2024. La Libye a rouvert ce jour le passage, point de transit crucial entre les pays, lors d'une cérémonie, trois mois après sa clôture due aux affrontements armés liés aux contrebandiers.



La Tunisie prend des mesures sur ses frontières

Les autorités tunisiennes ont choisi une approche holistique et équilibrée, basée sur la sécurité et le développement. Cette approche englobe des dimensions politiques, sociales, économiques, culturelles, religieuses, législatives et sécuritaires. Elle soutient aussi une coopération étroite au niveau local et mondial.

Dans ce contexte, la Tunisie a adopté deux stratégies complémentaires : une stratégie nationale de sécurité des frontières et une stratégie nationale de la migration. Elles sont toutes les deux axées sur une approche multidimensionnelle qui priorise la prévention et inclut un mécanisme exhaustif et coordonné de contrôle et de réponse.

Grâce à sa stratégie des frontières, le gouvernement a réorganisé et renforcé la sécurité sur le terrain. Des unités avancées ont été repositionnées pour améliorer la synergie entre les forces de sécurité et les forces militaires et pour prévenir les risques.

Une zone tampon le long des frontières du Sud comporte plusieurs points de contrôle interarmées de

l'armée nationale et des unités de gardes-frontières. La construction d'un mur de terre de 2 mètres le long de la frontière du Sud-Est empêche la traversée et la contrebande des véhicules. Un système de surveillance électronique renforce le contrôle de la frontière avec la Libye.

Les autorités ont aussi acquis du matériel moderne pour optimiser le contrôle des aéroports et des frontières, et elles ont renforcé la coordination entre les parties prenantes de la gestion des frontières nationales. Un commandement conjoint a été créé pour superviser et coordonner les opérations sur le terrain. De nouvelles initiatives forment, équipent et soutiennent les responsables et les agents qui sont actifs dans les zones frontalières distantes.

La stratégie nationale de sécurité des frontières cherche à améliorer les aptitudes opérationnelles et techniques du personnel des frontières, optimiser l'utilisation des équipements et de l'infrastructure disponibles, et harmoniser les pratiques aux passages frontaliers pour garantir la sécurité et faciliter le mouvement légitime des personnes, des services et des biens.

Cette approche inclut des mesures rigoureuses contre la corruption et la contrebande, empêchant ainsi l'infiltration transfrontalière.

La Tunisie a aussi développé une stratégie nationale des migrations, conçue par le biais d'une collaboration étroite avec les parties prenantes locales et internationales, la société civile et la diaspora tunisienne. Elle propose une vision inclusive et exhaustive basée sur le respect des droits fondamentaux tout en encourageant le développement durable, la gouvernance démocratique et la cohésion sociale renforcée.

Cette stratégie est basée sur les valeurs suivantes : bonne gouvernance migratoire au niveau national et régional ; respect des droits de l'homme et de la dignité des migrants et de leur famille ; reconnaissance et appréciation du rôle des Tunisiens résidant à l'étranger dans le développement socio-économique et culturel du pays ; promotion d'une coordination et une coopération améliorées entre toutes les parties prenantes. La stratégie établit un dialogue permanent, inclusif et participatif avec les organisations de la société civile tunisienne et les associations représentant les migrants tunisiens à l'étranger, combattant la traite et l'exploitation humaines, et intégrant les questions migratoires dans toutes les politiques sectorielles.

La collaboration est cruciale

Des ressources techniques, humaines et financières et une coopération internationale robuste axée sur la solidarité et la confiance mutuelle sont essentielles pour soutenir ces stratégies. Pour ce faire, les pays africains doivent combiner leurs efforts et mettre en commun leurs ressources pour maximiser leur potentiel et leurs opportunités. Chaque nation doit mettre ses ressources à la disposition de sa communauté et des pays voisins.

La Tunisie a priorisé une approche axée sur la coopération stratégique avec diverses nations et institutions internationales. Cette collaboration a encouragé des alliances fructueuses, en contribuant au développement d'une politique innovante de gestion des frontières. Le but principal consiste à améliorer les mécanismes institutionnels en tirant profit des expériences les plus performantes au niveau régional et mondial, tout en rationalisant aussi l'emploi des ressources affectées par les partenaires internationaux. Résultat : les services frontaliers tunisiens agissent désormais en synergie avec leurs homologues dans les pays voisins. Cette stratégie dépend de la confiance mutuelle, de la transparence, du partenariat équitable, du respect de la souveraineté nationale et de l'inviolabilité des frontières reconnues.

La Tunisie a ainsi conclu plusieurs accords avec les pays voisins. Initialement, ces accords se concentraient sur le déminage et la délimitation des frontières communes. Par la suite, diverses conventions bilatérales et multilatérales furent signées pour promouvoir les projets de développement transfrontaliers dans les secteurs clés tels que la santé, les transports, le

commerce, l'environnement, la protection civile et la gestion des catastrophes. Ces accords incluent aussi des engagements réciproques visant à faciliter l'accès, les mouvements libres et le droit de résidence, de travail et d'établissement pour les ressortissants de chaque pays. Certaines conventions fournissent même des dispositions spécifiques, par exemple l'accès aux pâturages pendant la sécheresse ou l'obtention de permis pour conduire le bétail entre les territoires.

La Tunisie a établi des commissions conjointes avec ses deux voisins les plus proches pour faire face à la sécurité des frontières. L'interaction entre les autorités tunisiennes et algériennes est fréquente et productive grâce à une organisation permanente et une structure stable. Les négociations avec les représentants libyens sont plus délicates à cause des difficultés liées à l'absence d'une seule autorité centrale légitime.



Des Tunisiens travaillant et vivant en Libye passent devant un panneau routier hors de la ville tunisienne de Ben Gardane marquant la distance au poste frontalier de Ras Jedir, en 2011.

Il est crucial que les pays africains identifient leurs propres défis, déterminent leurs besoins particuliers et s'approprient la responsabilité du financement de leurs initiatives, pour que leurs partenaires puissent contribuer sans assumer la totalité du fardeau ni subir les conséquences associées. Ceci améliore l'efficacité, produit des économies importantes et positionne l'Afrique comme un continent où les voyages et le commerce transfrontaliers peuvent se produire efficacement et en toute sécurité. Les questions frontalières ne peuvent plus être considérées comme périphériques. Elles sont désormais au cœur de la sécurité nationale et du développement économique en Afrique. En donnant priorité à une sécurité collaborative des frontières, les pays africains peuvent faire des avancées économiques majeures et aider à mieux intégrer le continent. □

AU SUJET DE L'AUTEUR : Le colonel-major Sakli est l'ancien directeur central des gardes-frontières de Tunisie. Il travaille actuellement comme expert indépendant en matière de sécurité des frontières et formateur. Il est motivé par son désir d'améliorer la sécurité des frontières et la coopération sur le continent africain.



DES ROUTES EN FEU

Camion sur la route nationale 15, entre Sévaré (Mali) et la frontière du Burkina Faso. Les terroristes liés à Al-Qaïda sont actifs dans la région, ce qui fait de la RN15 l'une des routes les plus dangereuses du Mali. AFP/GETTY IMAGES

COMMENT LES RÉSEAUX DE TRANSPORT FAÇONNENT LES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

STEVEN M. RADIL, OLIVIER WALTHER ET ALEXANDER THURSTON



Soldats burkinabés en patrouille sur la route entre Dori et le camp de réfugiés de Goudoubo en février 2020. Le contrôle des routes se traduit finalement par le contrôle du territoire. AFP/GETTY IMAGES

Les routes d'Afrique de l'Ouest sont plus que des voies commerciales. Elles sont devenues les lignes de front des guerres qui s'intensifient dans la région.

Au Burkina Faso, l'embuscade terroriste d'un convoi de 200 véhicules près de Djibo en 2022 a fait des dizaines de morts et déclenché une crise politique qui a abouti à un coup d'État militaire. Plus à l'Est, dans l'État nigérian de Borno, les terroristes ont employé des mines terrestres et des engins explosifs improvisés (EEI) pour dégrader la route qui relie Maiduguri à Monguno, en isolant les marchés du monde extérieur et forçant les civils dans des « super-camps » pour leur protection.

Dans la région malienne de Mopti, les terroristes ont détruit des ponts pour isoler complètement les localités. En octobre 2025, les terroristes dans la région de Sikasso ont détruit un convoi d'environ 50 camions-citernes qui avaient franchi la frontière depuis la Côte d'Ivoire.



Ces incidents révèlent une vérité qui s'amplifie : l'infrastructure de transport d'Afrique de l'Ouest est devenue une cible et une arme. De nouvelles recherches conduites par les auteurs ont analysé plus de 58.000 événements violents relevés par le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) dans 17 pays et montrent que près des deux tiers de toutes les attaques se sont produites à moins de 1 km d'une route. Cette analyse souligne la mesure dans laquelle le contrôle des routes définit aujourd'hui le contrôle du territoire.

L'HÉMORRAGIE DES ROUTES D'AFRIQUE DE L'OUEST

Les routes sont les artères d'un état. Elles transportent les biens, les soldats et l'influence. Mais dans de vastes régions du Sahel et sur la périphérie côtière, les mauvaises conditions des routes et les réseaux clairsemés ont transformé la mobilité en pari dangereux.

La violence est plus intense sur les couloirs majeurs qui connectent les capitales fragiles aux frontières distantes. Au Mali, la route de 640 km qui relie Mopti à Gao est la plus létale du Sahel. Depuis 2012, elle a été sujette à 400 incidents violents. Dans le Nord-Ouest anglophone du Cameroun, la route aux alentours de Bamenda a été attaquée plus de 700 fois depuis 2018, à cause de la violence séparatiste.

Ces points sensibles illustrent un modèle plus vaste. Nos recherches ont découvert que

Les civils et les militaires au Mali et dans tout le Sahel doivent emprunter les mêmes routes, ce qui les rend vulnérables face aux attaques terroristes qui se produisent souvent près de l'infrastructure. REUTERS

la violence diminue fortement en fonction de la distance au réseau routier : 65 % des incidents violents se produisent à moins de 1 km d'une route, mais seulement 4 % d'entre eux ont lieu à plus de 10 km. Cette tendance est presque identique, que la violence soit liée à des embuscades, des EEI ou des attaques contre les civils.

Une partie de la raison concerne la logistique. Les forces de sécurité et les civils doivent utiliser les mêmes couloirs de transport étroits pour les mouvements des personnes et pour l'approvisionnement. Les terroristes exploitent cette prévisibilité : ils tendent des embuscades ou dissimulent des explosifs sur les rares routes goudronnées qui existent. Entre-temps, les états comptent sur les mêmes couloirs pour réaffirmer leur contrôle, en créant une boucle de rétroaction létale qui fait de la mobilité elle-même une source d'insécurité.

DES CENTRES URBAINS À L'ARRIÈRE-PAYS ÉLOIGNÉ

La géographie de la violence évolue aussi. Pendant les premières phases des insurrections de la région, les attaques étaient regroupées autour des villes et des routes principales. Mais à mesure que les groupes terroristes se propagent,



ils commencent à attaquer plus loin dans les zones rurales.

En 2011, lorsque la violence urbaine avait atteint son point culminant en Afrique de l'Ouest, près de 90 % de toutes les attaques avaient lieu à moins de 1 km d'une route. En date de 2024, ce pourcentage avait baissé du tiers environ. Cette évolution reflète ce que nous appelons la « ruralisation » du conflit, processus dans lequel les terroristes et les groupes rebelles cherchent des refuges et un soutien auprès des communautés très éloignées de la portée du gouvernement central.

Toutefois, alors même que les lignes de front se déplacent vers les campagnes, les routes de transport restent cruciales. Les embuscades rurales, les mines terrestres et les attaques des convois dépendent toujours de l'accès aux routes. Les groupes armés utilisent le contrôle des transports pour percevoir des taxes auprès des commerçants, imposer des blocus et limiter le déplacement des civils.

Le siège de Djibo dans le Nord du Burkina Faso en est l'un des exemples les plus évidents. Entre 2020 et 2024, les terroristes ont encerclé la localité, en coupant toutes les routes d'accès importantes et empêchant la nourriture et les fournitures médicales d'y entrer, sauf par voie aérienne. Des centaines de civils ont trouvé

la mort, et l'isolement de la ville a provoqué des troubles politiques qui ont déstabilisé les dirigeants du pays. Depuis lors, les militants emploient les blocus comme tactique cruciale dans le centre, le Sud et l'Ouest du Mali, ce qui a affecté Kayes, Mopti, Niolo, Ségou, Sikasso et Bamako, la capitale du pays.

LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE DU DANGER

En Afrique de l'Ouest, plusieurs couloirs se distinguent pour être particulièrement dangereux.

- **Au Mali :** La RN16 entre Mopti et Gao et la RN17 vers la frontière du Niger sont des cibles fréquentes d'embuscade et d'attaque par EEL. Des attaques en nombre croissant se sont produites entre Bamako et la frontière Sud avec la Côte d'Ivoire sur le couloir de la RN7, qui transporte la majeure partie du pétrole consommé dans le pays.
- **Au Burkina Faso :** La route N3 reliant Djibo et Dori près de la frontière malienne

Des enfants traversent une rue de Damasak dans l'État nigérian de Borno.

AFP/GETTY IMAGES

Soldats maliens actifs
dans un point de
contrôle à Konna, 50
km au Nord de Mopti.

AFP/GETTY IMAGES



reste l'une des plus périlleuses, ce qui reflète les efforts des terroristes remontant à plusieurs années pour bloquer l'accès aux localités cruciales.

- **Au Nigeria :** Les routes A3 et A4 partant de Maiduguri, notamment les sections connectant Bama et Damaturu, ont été attaquées des centaines de fois. Les militants ont utilisé des bombes dissimulées sur le bas-côté et des embuscades mobiles.

Selon nos recherches, ces zones correspondent étroitement aux régions où le contrôle de l'État est le plus faible et l'accessibilité aux transports est la plus médiocre. L'infrastructure clairsemée intensifie l'insécurité. Avec seulement quelques routes passables reliant les villes principales, un seul blocus ou un pont détruit peut isoler des régions entières.

LES EMBUSCADES ET LES EXPLOSIFS IMPROVISÉS

L'augmentation du nombre d'embuscades a été l'une des évolutions les plus saillantes dans les nombreux conflits du Sahel. Entre 2000 et 2011, moins de 60 embuscades avaient été relevées dans toute la région. En date de 2023, ce chiffre était passé à plus de 260 par an.

Les groupes terroristes utilisent les embuscades non seulement pour tuer les soldats et saisir les armes, mais aussi pour susciter la peur et perturber la logistique militaire. Les attaques se produisent souvent dans les zones peu peuplées où les convois se déplacent lentement et la visibilité est mauvaise. Au Mali, une embuscade en 2024 par des rebelles touaregs a fait plus de 100 morts parmi les soldats maliens et les mercenaires du groupe Wagner près de Tin Zaouatine, à peu de distance de la frontière algérienne.

Les EEI représentent une autre menace croissante.

Puisqu'ils sont fréquemment placés près des routes, les EEI constituent un indicateur de la corrélation étroite entre la violence et les couloirs de transport. Depuis 2021, le Burkina Faso et le Mali enregistrent chacun plus de 100 incidents par an impliquant les EEI, dont beaucoup prennent pour cible les convois militaires ou humanitaires. Leur impact excède le nombre de victimes immédiates. Les mines et les explosifs dissuadent les agriculteurs de cultiver leurs champs et les commerçants d'utiliser les routes régionales, ce qui aggrave l'isolement économique.

LORSQUE LES ROUTES DEVIENNENT DES ARMES

Pour les terroristes, les routes sont plus que des cibles. Elles sont aussi des outils de contrôle. Dans de vastes régions du Sahel, les groupes armés établissent des points de contrôle pour percevoir des impôts auprès des commerçants et pour surveiller les déplacements de population. Un simple barrage routier peut devenir un poste de douane en miniature, un site de propagande ou un lieu d'embuscade.

Dans la région du lac Tchad, de telles tactiques ont forcé les forces nigérianes en 2019 à localiser les soldats dans des « super-camps » fortifiés, en cédant aux insurgés de vastes territoires ruraux. Une dynamique similaire se retrouve au Tchad et au Niger, où les militants exploitent le réseau routier limité pour dominer les corridors clés.

Parfois, les groupes terroristes détruisent intentionnellement les ponts et les caniveaux pour isoler les communautés ou punir les populations qui semblent coopérer avec le gouvernement. Dans le centre du Mali, deux ponts détruits vers la mi-2021 ont coupé du reste du pays des villages entiers dans les régions de Mopti et de Bandiagara pendant plus d'un an, en forçant les Nations



unies à financer une reconstruction d'urgence. Les nouveaux ponts n'ont pas été achevés avant décembre 2022.

Ces actes de destruction soulignent le pouvoir symbolique et stratégique de l'infrastructure de transport. Le contrôle sur ceux qui peuvent se déplacer, et sur les lieux et le coût du déplacement, est devenu un élément central de l'autorité politique dans les guerres de la région.

LE PARADOXE DE L'INFRASTRUCTURE ET LA SÉCURITÉ

Les recherches indiquent un paradoxe : les mêmes routes qui habilitent la puissance de l'État sont aussi celles qui l'expose. Dans la région, les forces gouvernementales et les civils dépendent d'une infrastructure limitée, alors que les terroristes exploitent cette dépendance pour infliger des dommages à faible coût. Ceci permet aux terroristes d'affaiblir continuellement les capacités des forces gouvernementales et d'éroder la confiance du public dans les régimes au pouvoir, tout en contournant aussi le besoin de conduire directement des assauts contre les villes majeures.

En conséquence, l'amélioration de la sécurité en Afrique de l'Ouest exigera des investissements non seulement dans les forces armées mais aussi dans les transports. L'expansion et le maintien des réseaux routiers pourraient réduire l'isolement, faciliter le commerce et permettre des réponses militaires et humanitaires plus rapides. Comme le note le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

de l'Organisation de coopération et de développement économique, le manque de transport accessible reste l'un des plus grands obstacles à la sécurité et au développement.

Soixante années après l'indépendance, de vastes zones de la région manquent toujours de routes goudronnées les reliant aux capitales nationales. Cette absence suscite un sentiment d'abandon parmi les populations et offre un terrain fertile à la rébellion. Tant que l'isolement persiste, les insurgés continueront à exploiter la géographie de la négligence.

LE COMBAT POUR LA MOBILITÉ

Le contrôle des routes refaçonne la géographie du pouvoir en Afrique de l'Ouest. Les conflits de la région ne sont pas seulement menés pour acquérir le territoire, mais aussi pour la capacité de le traverser.

Depuis les déserts du Mali jusqu'aux forêts du Nigeria, chaque attaque d'un convoi ou d'un pont représente plus qu'une frappe tactique. C'est un assaut contre le tissu conjonctif fragile qui connecte non seulement les états mais aussi la région toute entière.

Jusqu'à ce que la mobilité elle-même soit assurée, les routes de la région seront des planches de salut et des champs de bataille. □

AU SUJET DES AUTEURS : Steven M. Radil est consultant en sécurité internationale et directeur de GeoPublic Analytics LLC. Olivier Walther est professeur associé du département de géographie à l'université de Floride. Alexander Thurston est professeur associé de l'école des affaires publiques et internationales à l'université de Cincinnati.

FLINTLOCK

COMBLE LES LACUNES DE SÉCURITÉ



Un marin des Forces spéciales sénégalaises saute d'un hélicoptère pendant l'exercice Flintlock 2025 au Sénégal.

PREMIER MAÎTRE JOHN PEARL/MARINE DES ÉTATS-UNIS

L'EXERCICE ANNUEL DE CONTRE-TERRORISME DÉVELOPPE LES APTITUDES DES UNITÉS D'OPÉRATIONS SPÉCIALES POUR COMBATTRE LES MENACES CROISSANTES

PEARL MATIBE, ANALYSTE DE LA SÉCURITÉ

EN 2005, le terrorisme commençait à peine à s'enraciner au Sahel et à menacer d'autres régions du continent. Alors que les groupes terroristes intensifiaient leurs opérations, les États-Unis et leurs partenaires ouest-africains ont lancé un exercice militaire conçu tout spécialement pour les combattre. L'exercice continue depuis.

La Libye et la Côte d'Ivoire ont co-accueilli la version de 2026 en avril. Cette formule a comblé une lacune sécuritaire sur le continent en liant les forces de sécurité d'Afrique du Nord aux pays du littoral d'Afrique de l'Ouest. Elle a marqué 21 ans de développement de Flintlock par les pays africains en plateforme d'opérations spéciales contre les groupes terroristes.

Le lieutenant-colonel Kitcha Sekongo de Côte d'Ivoire a déclaré dans une session de planification de Flintlock en 2024 : « Il nous aide à bâtir et renforcer la capacité de notre unité (de forces d'opérations spéciales) pour lui permettre d'être capable de combattre efficacement les groupes terroristes. Puisque c'est un exercice international, il nous aide aussi à construire la coalition appropriée et les partenaires afin de rester unis contre cette menace. »

L'exercice Flintlock est devenu le premier exercice annuel des opérations spéciales de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. Il réunit plus de trente pays africains, occidentaux et autres pour renforcer la sécurité, confronter les organisations terroristes et améliorer l'interopérabilité. Il se concentre sur l'amélioration de l'indépendance opérationnelle, des droits de l'homme et de la stabilité régionale dans le Sahel et les régions environnantes. Son nom provient d'une ancienne arme à feu et a fini par symboliser la totalité [cran de sûreté, crosse et canon] de l'entraînement fondamental.

Chaque exercice Flintlock reflète l'histoire récente du continent. Flintlock a été lancé en 2005 avec cinq pays africains lorsque les menaces sahéliennes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et d'autres groupes terroristes se sont manifestées. L'exercice de 2015 a eu lieu alors que les menaces de Boko haram apparaissaient, ce qui dénotait le passage de Flintlock à des scénarios du monde réel.

Flintlock était le seul exercice annuel conduit par les États-Unis sur le continent en 2020, pendant Covid-19. L'exercice a été accueilli en Mauritanie avec une station extérieure au Sénégal. Le Maroc et le Sénégal ont joué le rôle de formateurs de contre-terrorisme et de coopération régionale, quelque chose de nouveau depuis le début de Flintlock.



Les marins des Forces spéciales sénégalaises conduisent un entraînement d'extraction de force rapide lors de l'exercice Flintlock 2025 à Dakar (Sénégal). PREMIER MAÎTRE JOHN PEARL/MARINE DES ÉTATS-UNIS

La Côte d'Ivoire et le Ghana ont accueilli l'exercice plusieurs fois. Au cours des années, les pays hôtes ont aussi inclus l'Algérie, le Cameroun, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad.

Flintlock 2026 a eu lieu en présence de menaces sans précédent en Afrique. La violence au Sahel due au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à d'autres groupes se propage vers les ports du littoral. Le bassin du lac Tchad est devenu un refuge pour les activités extrémistes. La Libye reste contestée par les terroristes et les acteurs malveillants.

En tant que collective, les pays africains participant à Flintlock affrontent un environnement de plus en plus dangereux dans lequel les menaces communes exigent des solutions communes. Les objectifs de Flintlock se concentrent sur trois capacités : interopérabilité à travers les divisions doctrinaires ; opérations axées sur le renseignement contre les réseaux transfrontaliers ; résilience civilo-militaire qui protège les communautés. Les pays africains poussent aussi la continuité, en choisissant le partenariat dans les crises.

Les exercices concernent les menaces continentales et globales. Pendant l'exercice Flintlock 2023, un officier de l'armée ghanéenne a déclaré à Joy News, station de télévision et site web d'actualité du Ghana : « Vous pouvez

constater la gamme complète et ce n'est pas seulement l'Afrique de l'Ouest. C'est quelque chose de global. Je veux dire qu'il ne s'agit pas seulement de penser à soi-même pendant cette période, parce que si l'on vous attaque, il attaque tout le monde. »

Les forces de sécurité africaines affrontent des défis de communication flagrants. Les langues de Flintlock sont l'anglais, le français, le portugais, l'arabe et une multitude de langues africaines, notamment le haoussa et le swahili. Les différentes langues posent des problèmes pour la terminologie de communication et de commandement. Les systèmes de radio et de communication incompatibles peuvent poser encore plus de problèmes. Un renseignement tchadien pourrait être communiqué à des opérateurs ghanéens par le biais de trois langues et de formats mal assortis.

Flintlock comble ces écarts. Les cellules de planification mixtes intègrent des interprètes. Les symboles cartographiques et les modèles situationnels standardisés surmontent les différences techniques. L'entraînement priorise les outils de « basse technologie, haute confiance » tels que les radios de haute fréquence, les messagers humains, les cartes sur papier, qui sont réalistes pour les avant-postes ouest-africains sans liens satellitaires.

« Nous devons pouvoir nous battre avec ce que nous avons, mais penser ensemble avec ce que nous partageons », souligne un commandant des forces d'opérations spéciales d'Afrique de l'Ouest.

Les Forces d'opérations spéciales de la Marine sénégalaise se préparent à un débarquement de plage à Saint-Louis (Sénégal) pendant l'exercice Flintlock 2016.

SPÉCIALISTE DAVID SHEFCHUK/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

Les participants déclarent que l'événement annuel facilite la mise en commun du renseignement sur le continent.

Le général de brigade tchadien Zakaria Ngobongue a déclaré à ADF pendant Flintlock 2015 : « Cette mise en commun des informations est quelque chose de fondamental dans la lutte contre le terrorisme. Elle est essentielle. Si nous ne mettons pas les informations en commun, nous n'atteindrons jamais l'étape finale. Flintlock est exactement ce dont nous avons besoin, au bon moment et dans le lieu correct, ensemble. Nous partageons les informations et mettons en œuvre ce partage des informations. »

Les scénarios en direct encouragent la confiance au-delà des mots. Les soldats de pays différents sont témoins de la compétence de chacun sous pression.

« Nous n'avons pas toujours l'opportunité de faire exploser un véhicule, aussi c'est une expérience apprise importante pour constater l'explosion en direct », a déclaré le major Issa Diack de la Police nationale sénégalaise pendant Flintlock 2016.

Pendant 20 ans, Flintlock a formé des officiers multilingues qui dirigent des états-majors interarmées après les exercices, en transformant les barrières en avantage pour les unités multilingues qui peuvent déjouer les actions des organisations terroristes. Les officiers qui soutiennent les opérations conjointes après l'exercice sont cruciaux.

Imaginez des drones ghanéens traquant un convoi terroriste d'armes depuis un pays d'Afrique de l'Ouest alors que la patrouille béninoise des frontières relaie la position par radio. La force de réaction rapide du Togo pourrait bloquer



Les forces tunisiennes et italiennes
participent à l'exercice Flintlock 2024
à Daboya (Ghana).

PFC HANNAH BECKER/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



les chemins de fuite. Les Béninois francophones pourraient écrire des résumés en anglais ; les interprètes pourraient relayer les commandes de raid en direct. C'est l'interopérabilité. À Syrte (Libye), des unités de l'Est et de l'Ouest du pays pourraient combiner leurs connaissances du terrain local avec le renseignement marocain d'origine électromagnétique pour défendre l'infrastructure pétrolière, en pratiquant des évacuations pour les civils autour des pipelines en fonctionnement. C'est la fusion du renseignement.

Dans le Nord de la Côte d'Ivoire, les forces de sécurité guinéennes, ivoiriennes et sénégalaises pourraient libérer les villages, fusionner les renseignements locaux avec les images satellitaires, sécuriser les écoles et coordonner les programmes pour les jeunes qui reflètent l'initiative des jeunes des frontières d'Abidjan. C'est la résilience civilo-militaire.

Chaque scénario force les pays africains à résoudre les problèmes qu'ils ont affrontés, par exemple les écarts de langue, les disparités du renseignement et les complexités civiles. Les officiers repartent avec des procédures qui fonctionnent d'une année à l'autre.

Le colonel ghanéen Richard Mensah a partagé des leçons qu'il avait apprises pendant Flintlock en 2023. Selon le reportage du site web Joy News, il a dit : « Nous ne pouvons pas lever les mains au ciel en disant que, puisque le terrorisme se produit et nous accomplissons peu de choses, nous devrions aller dormir. Les opérations spéciales ne sont pas créées lors des urgences. Nous devons continuer à nous entraîner.

L'entraînement est tout, et tout est un entraînement. Nous devons faire en sorte que nos hommes soient prêts à affronter les terroristes. Ces idées nous aident à bâtir des échanges de partenariat, de renseignement, d'idées et d'expériences pour pouvoir surmonter quelques-uns de ces défis. »

Un grand nombre de pays africains ont maintenu des partenariats dans les moments vraiment difficiles : coups d'État dans la région, troubles et défis économiques.

Les exercices Flintlock ont franchi les barrières des langues et de la gouvernance face aux menaces terroristes. Les démocraties se sont renforcées préventivement ; les combattants ont bâti la durabilité. Depuis 2022, la participation des pays à Flintlock est stable, malgré certains retraits sahéliens. En général, les intérêts nationaux l'ont emporté sur les politiques.

Cette année, l'exercice Flintlock a aidé les forces armées africaines à affronter les groupes terroristes ayant des ambitions côtières, enhardis par les refuges du Sahel. Flintlock est durable parce que les forces de sécurité africaines l'ont adopté. □

AU SUJET DE L'AUTEUR : Pearl Matibe est une analyste de la sécurité internationale née au Zimbabwe. Elle est une experte de la coopération de défense entre les États-Unis et l'Afrique et du développement de la capacité militaire. Elle est l'hôte du podcast The Shaka Spear où elle analyse l'assistance États-Unis - Afrique en matière de sécurité, la coopération de sécurité, les partenariats de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et l'évolution des menaces terroristes. Ses travaux incluent des briefings de défense et des études analytiques pour les parties prenantes politiques et sécuritaires. Mme Matibe détient une licence ès lettres en politique gouvernementale et internationale et une maîtrise ès lettres en sécurité internationale avec une spécialisation dans les études de renseignement.





LES HOMMES, PAS LES MACHINES

L'entraînement, le soutien holistique et le mentorat développent le capital humain des SOF

PERSONNEL D'ADF

A mesure que le rôle de la technologie augmente dans les missions des forces d'opérations spéciales (SOF), les dirigeants pensent toujours que ce sont les humains, et non pas le matériel, qui font la différence.

Les opérateurs bien entraînés utilisent leur courage, leur éthique et leur adaptabilité pour prendre instantanément des décisions sur le champ de bataille. Parmi les bouleversements dus aux outils tels que l'intelligence artificielle (IA), les professionnels africains de la sécurité mettent l'accent sur l'importance de garder le « capital humain » au cœur de la planification des SOF.

Le major-général Mohamed Ali Barise de l'Armée de terre nationale somalienne a déclaré pendant la conférence « Silent Warrior » de 2025 à Nairobi : « Pour les SOF, le facteur déterminant est le personnel, l'être humain. La façon dont vous vous entraînez, la façon dont vous endoctrinez, façonnez et formez : c'est cela qui déterminera le succès de la mission. »

Mais quelle est la meilleure façon de développer ces opérateurs ? Les experts pensent que c'est une combinaison de sélection rigoureuse, d'entraînement adaptatif, de mentorat et de soutien tout au long de la carrière.

Un processus de sélection supérieur

L'entraînement SOF est réputé être exigeant. Les nouvelles recrues sont poussées à leurs limites physiques et psychologiques pour les préparer aux combats. Les unités SOF sont connues pour leurs taux d'attrition les plus élevés des forces armées. Certains groupes d'élite admettent seulement 10 % environ des candidats.

Par exemple, les célèbres « Recces » sud-africaines doivent passer un test appelé le défi ultime, qui consiste à marcher dans le désert tout en transportant des blocs ou des sacs de sable, en plus de la survie dans les régions sauvages et la privation de sommeil. Les experts pensent que les SOF ne devraient pas se détourner de ces difficultés. En fait, cela devrait être une marque d'honneur utilisée pour attirer les jeunes désireux de se mettre à l'épreuve.

« Amenez les agents à un certain point, presque à un point de rupture : ainsi, lorsqu'ils seront sur le terrain et atteindront ce même point, ils n'abandonneront pas », déclare le colonel Charles Mugo, chef adjoint du commandement des Forces d'opérations spéciales du Kenya.

Lors de Silent Warrior 25, conférence annuelle des forces spéciales, un commandant s'est souvenu d'une situation dans

Les soldats des forces spéciales de Côte d'Ivoire marchent à Grand-Bassam lors d'un défilé pour célébrer la fête de l'Indépendance. REUTERS

laquelle une patrouille en Somalie a été sujette à une embuscade et plusieurs soldats ont été séparés du groupe. Ils ont passé des semaines à survivre dans la région sauvage, en comptant sur leur entraînement pour rester en vie. L'entraînement doit préparer les agents des SOF à de telles difficultés, a déclaré le commandant aux participants.

Les SOF ne devraient pas seulement chercher des candidats aptes physiquement, mais aussi des candidats solutionneurs de problèmes et des leaders mentalement résistants et créatifs.

« Considérez le processus de recrutement, dit le colonel Mugo. Recrutez des volontaires qui comprennent la nature des efforts qu'ils vont affronter. »

Un entraînement progressif

Le colonel Jérôme Francis Nko'o Ella, commandant de l'opération Alpha du Bataillon d'intervention rapide (BIR) d'élite du Cameroun, connaît l'importance des unités SOF bien entraînées. Son pays fait face au terrorisme et au banditisme dans l'extrême Nord, aux séparatistes dans l'Ouest et à la piraterie sur le littoral, ce qui veut dire que les agents du BIR doivent être prêts à affronter divers

terrains et ensembles de problèmes. Pour rafraîchir leurs aptitudes et maintenir leur habileté, les opérateurs du BIR retournent tous les deux ans pour un entraînement supplémentaire afin d'acquérir de nouvelles capacités et assumer de nouvelles responsabilités.

Le colonel Nko'o Ella déclare que l'accent mis sur l'entraînement est important. « Dans d'autres régions du monde, ils mettent l'accent sur la technologie et le matériel ; en Afrique, nous n'avons pas autant d'argent, donc nous devons mettre l'accent sur l'entraînement des soldats plutôt que sur le matériel », a-t-il dit à ADF pendant Silent Warrior. Il ajoute que le besoin existe pour travailler avec les partenaires extérieurs, de façon que la formation qu'ils fournissent soit progressive. Cela veut dire que, chaque fois qu'un partenaire étranger assure une formation, elle est bâtie sur ce que l'on avait appris précédemment. En fin de compte, le résultat est un modèle consistant à « former le formateur » pour développer la capacité interne du Cameroun.

« Nous autres, les destinataires de la formation, devrions sentir que nous améliorons vraiment nos capacités. Avec le temps, nous sommes mieux organisés, dit-il. Les formateurs externes doivent aussi savoir que, chaque



À gauche : Un membre des Forces spéciales tunisiennes demande qu'un blessé simulé soit évacué pendant l'exercice African Lion à Bizerte. FORCES ARMÉES TUNISIENNES

Ci-dessous : Les nouveaux membres de la brigade somalienne d'élite Danab démontrent les tactiques de terrain pendant une cérémonie de remise des diplômes à l'aéroport militaire de Baledogle (Somalie).

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR ENRIQUE BARCELO/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS





Ci-dessus : Un tireur d'élite du Bataillon d'intervention rapide du Cameroun est en observation, alors que son unité conduit une patrouille pendant l'exercice Flintlock 2025 à Daboya (Ghana).

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR JAKE CARTER/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

À droite : Un soldat des Forces spéciales ivoiriennes participe à l'exercice Flintlock 2025.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR ZACHARY WRIGHT/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



fois qu'ils viennent, ils obtiennent plus en termes de capacités améliorées. »

Les meilleurs modules de formation ont un cycle rapide de rétroaction qui utilise l'expérience aux combats pour actualiser l'instruction. Ceci est parfois appelé la formation adaptative ou « l'échec positif ». Il conserve les tactiques, techniques et procédures des SOF actualisées en fonction de ce que font les adversaires.

Les leaders des SOF pensent que la meilleure façon de faire cela est d'ajouter une capacité de formation autarcique, d'origine locale, dans les pays africains. Un exemple en est l'Académie internationale pour la lutte contre le terrorisme de Côte d'Ivoire, inaugurée en 2021. Elle offre 19 programmes de formation des forces spéciales basés sur les défis du monde réel affrontés par les SOF d'Afrique de l'Ouest.

« Afin d'avoir une formation dans le contexte sécuritaire africain, nous devons examiner les réalités africaines, déclare le colonel Mugo. Que notre formation soit basée sur les réalités que nous affrontons dans le contexte de sécurité africain, et que nous personnalisions tous notre formation en fonction de ce que nous éprouvons dans nos pays. L'analyse des menaces devrait servir de guide. »

Il pense que la meilleure formation provient d'une

doctrine bien conçue qui permet aux unités des forces spéciales de la Marine, l'Armée de l'air et l'Armée de terre, et au personnel de la police, de travailler ensemble. Cette doctrine, conforme aux meilleures pratiques, devrait être mise à jour au moins tous les cinq ans.

« Tous ces défis qui sont affrontés pendant la formation des SOF proviennent surtout de la doctrine. Si vous avez une bonne doctrine, qui est commune aux agents spéciaux, vous pourrez alors avoir de bons leaders. »

Le mentorat

Les forces armées reconnaissent que la meilleure formation n'est pas nécessairement acquise en salle de classe ou sur le terrain de tir. Certaines forces de combat parmi les plus efficaces considèrent aujourd'hui le mentorat comme un pilier stratégique du développement du corps des officiers.

« Que ce soit dans les casernes, les collèges de guerre ou les déploiements de maintien de la paix, les commandants chevronnés guident de plus en plus les officiers subalternes non seulement dans les tactiques mais aussi dans l'éthique, la diplomatie, l'évolution de la nature du leadership dans les zones de conflit modernes de l'Afrique », écrit King Richard Igimoh pour le site web African Defence & Security.

Un modèle pour soutenir le combattant

Alors que les leaders cherchent à soutenir le capital humain des SOF, un modèle utilisé globalement par les forces armées et les grandes organisations pourrait être utile. Cette structure pour identifier les solutions aux problèmes organisationnels complexes est connue sous son acronyme, DOTMLPFI, et peut être utile pour focaliser les efforts. Elle signifie :

1. **Doctrine** : Des principes fondamentaux, officiellement sanctionnés, qui guident comment les forces armées s'organisent, s'entraînent et utilisent les capacités pour atteindre les objectifs de sécurité nationaux. La doctrine est un cadre d'action partagé qui évolue constamment. Lorsque la doctrine n'est pas alignée sur les réalités de la mission, les opérateurs ont des difficultés pour réussir.
2. **Organisation** : C'est la façon dont les forces se battent dans les unités au sein d'une structure de commandement. Le soutien au développement du capital humain se traduit par l'offre aux opérateurs d'un parcours professionnel clair et d'une promotion basée sur le mérite au sein de leur organisation.
3. **Formation** : À son meilleur niveau, la formation des SOF intègre les leçons apprises et s'adapte aux réalités du terrain. Elle doit aussi être prospective et anticiper les tactiques de l'ennemi. La meilleure formation est progressive plutôt que répétitive. Elle est aussi autarcique, conduite par les formateurs et les institutions du pays.
4. **Matériel** : Les opérateurs SOF adoptent rapidement les nouvelles armes et les outils de haute technologie pour faire face aux adversaires obscurs et asymétriques. Toutefois, déclarent les vétérans des SOF, le meilleur équipement n'est pas nécessairement le plus poussé ; c'est plutôt ce qui peut être régulièrement maintenu sur le terrain et réparé selon les besoins.
5. **Leadership** : Le leadership des SOF exige le courage moral, la discipline et la capacité de prendre rapidement des décisions dans le brouillard de la guerre et d'accepter la responsabilité de les avoir prises. Alors que les unités FOS cherchent à développer des leaders, elles encouragent de plus en plus les relations inter-générationnelles de mentorat.
6. **Personnel** : Développer le capital humain veut dire soutenir les guerriers loin du champ de bataille. Ceci exige un soutien aux familles, aux aspirations de carrière et à la santé physique et mentale.
7. **Installations** : Les agents efficaces sont façonnés dans les bases, les casernes, les champs d'entraînement et les institutions d'études supérieures. Pour soutenir leur capital humain, les SOF doivent avoir des installations adéquates.
8. **Interopérabilité** : À mesure que les menaces franchissent les frontières, il devient de plus en plus important pour les SOF d'être interopérables avec un vaste éventail de partenaires de sécurité. Il inclut les forces d'autres pays, les branches de leurs propres forces armées et d'autres agences de sécurité nationales.

Le personnel des Forces spéciales nigérianes descend rapidement d'un hélicoptère en rappel pendant une démonstration militaire au Sommet des forces terrestres africaines, dans la caserne Général Ao Azazi de Gwagwalada (Nigeria). AFP/GETTY IMAGES





L'unité de reconnaissance des Forces de Sierra Leone et la Force conjointe des gardes présidentiels participent à une formation d'échange conjointe combinée à Freetown.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR AMBER LITTERAL/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Un soldat des Forces spéciales ivoiriennes se prépare pour un exercice de sauvetage d'otage à Abidjan. REUTERS

Lorsque de jeunes agents SOF sont plongés dans des environnements complexes qui évoluent rapidement, le mentorat peut être une force stabilisante. Il encourage le transfert intergénérationnel des connaissances, renforce l'éthique et bâtit l'esprit de corps.

Plus de 12 pays africains ont des programmes de mentorat formels, et 62 % des officiers subalternes disent que le mentorat est crucial pour les promotions, selon un reportage d'African Defence & Security.

Parmi les pays qui ont établi avec succès des programmes de mentorat, on compte :

- Les Forces rwandaises de défense, qui affectent des commandants de haut rang aux cadets au moment de l'obtention de leur diplôme, pour travailler avec eux pendant cinq ans.
- Les Forces armées du Ghana, qui désignent un officier de mentorat pour chaque bataillon, chargé d'affecter des mentors aux nouveaux lieutenants et capitaines.
- Au Kenya, le mentorat fait partie de l'École militaire d'éthique et de leadership, avec un accent spécial sur l'assurance que les officiers participant à des déploiements de maintien de la paix soient associés à des mentors. Les Forces de défense du Kenya organisent des forums après les déploiements pour enregistrer les leçons apprises et offrir un soutien aux officiers de retour.

Une autre composante clé est le développement des sous-officiers qui sont chargés de former et soutenir une force prête pour les missions et d'exécuter des stratégies conçues par le corps des officiers. Dans la plupart des forces armées, une nouvelle recrue dépend d'un sous-officier pour la formation de base, l'entraînement et l'instruction dans les cérémonies, et pour maintenir l'ordre et la discipline.

Un colonel ghanéen a résumé l'importance de la pratique lorsqu'il a déclaré à l'African Defence & Security : « Les

rangs s'estompent, les médailles se rouillent, mais les leçons passées d'un soldat à l'autre : c'est l'héritage qui dure. »

Les SOF pour l'avenir

Alors que les chefs des SOF se préparent pour l'avenir, ils examinent des moyens de soutenir la santé et le bien-être des combattants. L'amélioration des taux de rétention peut être obtenue par le biais de programmes qui assurent des promotions et des encouragements basés sur le mérite pour les opérateurs qui continuent leur éducation et obtiennent des aptitudes critiques. Les unités SOF efficaces sont aussi focalisées sur le soutien à la vie de famille et la santé mentale des opérateurs.

Mais à mesure que la formation des SOF s'adapte aux nouvelles menaces et à la nouvelle technologie, les experts pensent que les opérateurs devraient rester focalisés sur ce qui les rend uniques : leurs connaissances, leurs valeurs et leur adaptabilité.

« La guerre est une entreprise humaine », a déclaré le vice-amiral américain Collin Green de DZYNE Technologies pendant Silent Warrior. Il a noté que les SOF sont au mieux le « tissu conjonctif » des forces armées avec une expertise régionale, une compréhension culturelle et des aptitudes linguistiques. Ces dernières sont acquises en étant sur le terrain dans les zones disputées, et « cela ne va pas disparaître », a-t-il dit.

Alors qu'une route est conçue pour l'avenir, les leaders recommandent vivement aux SOF de doubler la mise sur leurs valeurs noyaux.

Le général somalien Barise déclare : « L'opérateur SOF doit être bien entraîné et préparé à être une machine de combat, mais leur valeur est plus que ça. C'est l'idéologie, la doctrine, la raison pour laquelle ils portent l'uniforme. C'est la façon dont ils conduisent l'opération, la philosophie en laquelle ils croient, l'intégrité, le professionnalisme, le courage. Ce sont les facteurs déterminants pour qu'un soldat soit un soldat. » □



Interprétation artistique
du PV43-M NVL EGYPT

Une filiale égyptienne construit des navires patrouilleurs

PERSONNEL D'ADF

Une filiale égyptienne a commencé à produire dix navires patrouilleurs haute technologie pour la Marine égyptienne, à des fins de surveillance et de défense.

NVL Egypt, filiale de la société allemande Naval Vessels Lürssen, est en train de construire dix navires patrouilleurs PV43-M pour la Marine. NVL Egypt a été fondée en 2022. La société déclare que la production a commencé à la fin 2025, après sa sélection de maître d'œuvre deux ans auparavant.

Le PV43 est un navire patrouilleur hauturier de 43 mètres de long, conçu pour la surveillance maritime, la réponse aux urgences et la protection des ressources. Il peut être configuré avec de gros canons et des missiles antinavire, selon defenceWeb.

La société a déclaré dans une annonce de presse : « Ce programme représente un jalon stratégique pour renforcer les forces navales de l'Égypte, puisque dix navires de guerre de pointe seront construits entièrement en Égypte, en coopération avec les chantiers navals d'Alexandrie et le soutien technique de NVL, la société-mère allemande. »

« En même temps, le programme contribuera fortement au développement de l'industrie navale nationale de l'Égypte, grâce au transfert de technologie et à la localisation de l'expertise. »

La société a aussi dit qu'elle développe des services de

maintenance, des pièces de rechange, des services de formation et un soutien technique. Le but est d'assurer l'état de préparation à long terme et la durabilité.

L'Égypte a l'une des plus grandes marines de l'Afrique. Sa flotte d'environ 140 navires inclut huit sous-marins et 42 bateaux patrouilleurs hauturiers, selon un rapport de 2024 publié par Business Insider Africa. Elle a des effectifs estimés à 32.500.

Le PV43-M est basé sur le navire croate OOB-31, qui est typiquement équipé d'un canon de 30 mm, deux mitrailleuses de 12,7 mm à contrôle manuel et des missiles surface-air. Le navire peut naviguer avec 16 membres d'équipage et rester en mer pendant 10 jours. Sa vitesse de pointe est d'environ 28 nœuds, avec une vitesse de croisière optimale de 15 nœuds.

Lürssen a fourni à l'Égypte plusieurs navires, notamment neuf navires patrouilleurs de 40 mètres et un seul navire de 60 mètres destiné à la défense côtière il y a cinq ans. L'Égypte a collaboré avec NVL dans plusieurs projets, y compris le CC-60, navire de 60 mètres équipés d'un radar 3D, de mesures de guerre électronique et d'une vaste gamme d'armements, selon defenceWeb. Le CC-60 a aussi des capacités de lutte anti-sous-marine et peut accommoder des drones et des hélicoptères légers.

L'ANGOLA acquiert des aéronefs de surveillance

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de l'air angolaise a réceptionné trois aéronefs de surveillance maritime C295 fournis par Airbus, à des fins de recherche et sauvetage, contrôle du trafic maritime et autres tâches.

Les officiels angolais déclarent que les avions seront aussi équipés et utilisés pour recueillir des données de renseignement et surveiller la pêche illégale.

L'Armée de l'air avait commandé les trois avions en 2018 à un coût de 188 millions de dollars, selon defenceWeb. On signale que l'un d'eux a été construit avec une configuration de transport et les deux autres ont été configurés pour la surveillance maritime. Les aéronefs de surveillance ont des systèmes avioniques tactiques qui incluent un radar de recherche, des capteurs électro-optiques et des détecteurs d'anomalie. Leurs armes peuvent inclure des torpilles, des missiles, des mines et des grenades anti-sous-marines.

L'Airbus C295 est un aéronef de transport tactique de

moyenne portée à deux moteurs turbopropulseurs, conçu et initialement fabriqué par la société aérospatiale espagnole CASA. Airbus déclare qu'elle a vendu 230 unités dans le monde. L'aéronef a une longueur de 25 mètres et une envergure de 26 mètres. Il a une aile montée sur le dessus pour une visibilité maximale, est conçu pour les conditions difficiles et peut décoller et atterrir sur des pistes d'envol courtes.

L'Armée de l'air angolaise possède surtout des avions de transport et de charge, utilisés pour le transport des fournitures, du matériel et du personnel dans le pays. « Le rôle principal de la flotte active a souvent été le transport et la logistique, vitaux pour connecter ce vaste pays », selon le reportage de GlobalMilitary.net.

Airbus déclare que les autres pays africains qui utilisent ou qui ont commandé des aéronefs C295 sont les suivants : Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Guinée équatoriale, Mali, Sénégal.



Aéronef de surveillance maritime
C295 de l'Armée de l'air
angolaise AIRBUS

Le Nigeria fait une acquisition emblématique d'avions chasseurs

PERSONNEL D'ADF

Le Nigeria œuvre pour acquérir 24 avions chasseurs M-346FA et 10 hélicoptères AW-109 auprès de l'Italie dans le cadre d'un accord emblématique qui signale une mise à niveau majeure de sa puissance aérienne.

Le contrat de 1,4 milliard de dollars avec la société de défense Leonardo inclut la formation, les pièces de rechange et les services de soutien pour maintenir la flotte. Au début 2026, six des M-346FA étaient dans des étapes avancées de production et trois étaient encore sujets à des essais de vol, selon le reportage de Business Insider Africa.

Les sources italiennes ont dit que, lorsque les travaux seront achevés, le contrat nigérian sera le plus grand investissement d'achat militaire conclu par une nation d'Afrique de l'Ouest, selon un reportage sur le site web de Defense Post.

Le Nigeria a décidé d'adopter des systèmes italiens dans le cadre de son effort de modernisation des ressources aériennes tactiques en 2021, car certains de ses aéronefs vieillissaient. En octobre 2024, les représentants nigériens ont inspecté en Italie les six premiers chasseurs achetés et ont vérifié l'état de fabrication, le plan de livraison et l'ouverture d'un centre de maintenance au Nigeria pour assurer le soutien de la flotte future.

Les chasseurs aideront à renforcer la présence aérienne du Nigeria, en particulier dans sa lutte en cours avec les groupes terroristes. Le pays fait face à une insurrection qui dure depuis plusieurs années dans le Nord-Est, en plus du banditisme dans le Nord-Ouest et des troubles dans la région centrale du pays.

Les chasseurs M-346 à deux moteurs sont utilisés comme avions d'entraînement avancés et aéronefs de combat légers. Ces avions compacts ont une longueur de 11,5 mètres et une envergure de 9,7 mètres. Ils ont une portée d'environ 1.900 km.

Les hélicoptères seront utilisés en particulier pour améliorer le soutien logistique.



Avion d'entraînement Leonardo M-346 GETTY IMAGES



Drone Autono1 d'AutonoSky AUTONOSKY

L'Afrique du Sud achète des drones construits localement

DEFENCEWEB

L'Armée de terre d'Afrique du Sud se prépare à réceptionner de nouveaux drones à voilure fixe et tournante pour des missions qui incluent la protection des frontières.

L'Armée obtiendra certains drones auprès de la société AutonoSky basée au Cap et fondée en 2020 afin de produire des systèmes aériens pour les organisations de sauvetage, d'incendie et de sécurité. Cette société de défense développe dans ses installations des aéronefs complets, des systèmes électroniques et des logiciels axés sur l'IA. Elle fournit des drones et d'autres équipements dans les secteurs de la défense, la logistique et l'industrie.

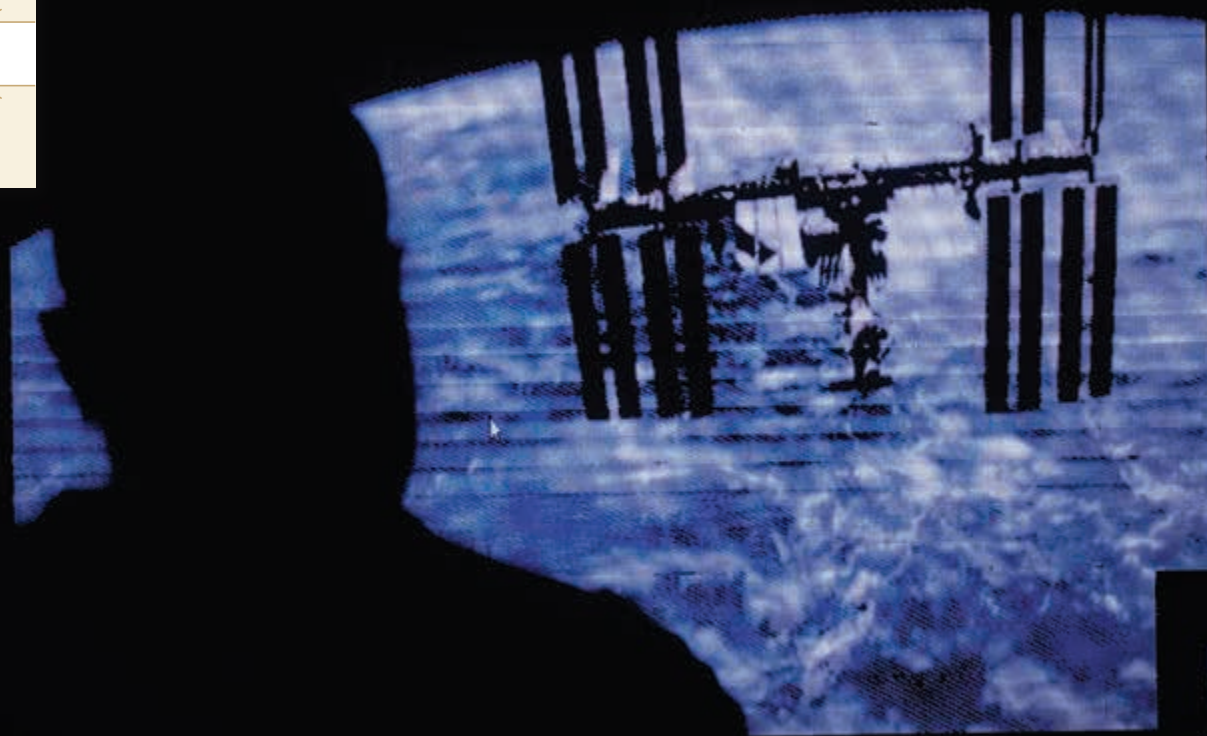
AutonoSky fabrique le drone lourd multi-rotors Autono1, qui a une charge utile maximale de 30 kg et une autonomie jusqu'à une heure. Le drone a été intégré avec plusieurs charges utiles spéciales, notamment des capteurs de détection d'incendie et des systèmes électro-optiques de pointe.

AutonoSky augmente aussi ses offres d'appareils, notamment une nouvelle classe de plateformes à voilure fixe et à décollage et atterrissage vertical basées sur la propriété intellectuelle sud-africaine. Elles offriront des capteurs spéciaux et une architecture de charge utile modulaire, pour habiliter les relais de communication. La société a déclaré que la nouvelle plateforme donnera « à l'Afrique du Sud une option locale dans une catégorie traditionnelle dominée par les fournisseurs étrangers ».

AutonoSky a introduit l'A22 Manqoba, drone tactique pliable multi-rotors, construit à des fins de renseignement, surveillance et reconnaissance ; de sécurité des frontières ; et de mission à réponse rapide. L'A22 a une capacité de charge utile tactique de 6 à 8 kg.

L'Armée acquiert des drones multi-rotors et des aéronefs à voilure fixe avec une envergure de 3 mètres. L'achat inclut la formation, le soutien et la maintenance. L'Armée analyse les exigences spécifiques de chacune de ses frontières terrestres avant de déployer les aéronefs à des fins de sécurité des frontières.

Les responsables sud-africains déclarent que les drones sont nécessaires pour la réponse aux catastrophes, la sécurité des frontières et la sécurité des événements. Les réseaux du crime organisé le long des frontières, en particulier celles du Mozambique et du Zimbabwe, ont leurs propres drones, selon les responsables de l'Armée.



Une initiative des États-Unis soutient **LES PROGRAMMES SPATIAUX AFRICAINS**

PERSONNEL D'ADF

Les États-Unis ont annoncé une nouvelle initiative visant à œuvrer avec les pays africains pour renforcer leurs capacités spatiales, améliorer l'accès à la technologie et encourager le développement.

La première réunion de formation spatiale technique et réglementaire États-Unis - Afrique a eu lieu en décembre 2025. Plusieurs réunions supplémentaires ont été organisées avant la Conférence NewSpace Africa en avril 2026 à Libreville (Gabon).

L'ambassadeur Jonathan Pratt, à l'époque rattaché au bureau des affaires africaines du département d'État des États-Unis, a déclaré que le programme vise à soutenir les pays africains en créant et finançant des programmes locaux indépendants qui sont reliés à d'autres programmes spatiaux dans le monde. Le département d'État dit qu'il aidera les pays à maîtriser les dimensions juridiques et commerciales complexes de l'activité spatiale.

« Les États-Unis ont l'intention de responsabiliser les nations africaines pour créer des programmes spatiaux définis sur place, financièrement sains et internationalement alignés, des programmes qui ne soient pas tributaires, opaques ou contrôlés par des acteurs extérieurs », a dit le département d'État américain.

La réunion de 2025 représentait la première étape pour renforcer la diplomatie américaine de l'espace en

Afrique, dont les pays possèdent environ 70 satellites en orbite. La réunion inaugurale a accueilli les représentants des pays suivants : Angola, Botswana, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Kenya, Namibie, Nigeria, République de Maurice, Rwanda et Sénégal.

Un autre développement dans les relations spatiales entre les États-Unis et l'Afrique s'est produit en juillet 2025 lorsque le Sénégal est devenu le 4ème pays africain et le 56ème du monde à signer les accords Artemis, série de principes non contraignants qui demande aux pays de s'engager à poursuivre l'exploration et l'utilisation civiles pacifiques, transparentes et durables de l'espace. Le pays rejoint l'Angola, le Nigeria et le Rwanda comme signataire.

Maram Kairé, directeur général de l'Agence spatiale sénégalaise, a déclaré lors de la cérémonie de signature au siège de la NASA : « L'adhésion du Sénégal aux accords Artemis reflète notre engagement envers une approche spatiale multilatérale, responsable et transparente. Cette signature marque une étape importante dans notre diplomatie spatiale et notre ambition de contribuer à l'exploration pacifique de l'espace. »

Le premier nanosatellite (CubeSat) du Kenya a été lancé de la Station spatiale internationale en 2018. Les pays africains ont aujourd'hui environ 70 satellites en orbite.

AFP/GETTY IMAGES



L'AUTORITÉ SUD-AFICAINE DES FRONTIÈRES établit un partenariat avec les secteurs de la technologie et la défense

PERSONNEL D'ADF

L'Autorité sud-africaine de gestion des frontières (BMA) a établi un partenariat avec des sociétés de défense de haute technologie pour renforcer la sécurité sur deux passages frontaliers parmi les plus affairés du pays.

Les sociétés ont déployé une suite intégrée de technologies de surveillance, mobilité et protection aux passages frontaliers de Beitbridge (Zimbabwe) et Lebombo (Mozambique) pendant la saison des voyages de vacances qui a commencé en décembre 2025. Ce partenariat public-privé était un projet pilote pour démontrer ce qui est possible lorsque l'État œuvre avec les secteurs de la défense et la technologie.

Selon defenceWeb, les sociétés ont déclaré : « Cette collaboration représente un modèle croissant de partenariat entre l'Afrique du Sud et la technologie globale. Ces capacités renforceront les reportages situationnels en temps réel, amélioreront la documentation des incidents et permettront des niveaux plus hauts de transparence opérationnelle dans l'environnement des frontières. »

Parmi les partenaires du secteur privé, DCD Protected Mobility a fourni deux transports de troupes Springbuck pour les patrouilles et un véhicule tout terrain pour la conduite sur les terrains accidentés. Unipro Protective Wear a fourni des systèmes de caméra corporelle pour effectuer des opérations analytiques, notamment la reconnaissance faciale et la reconnaissance des plaques d'immatriculation. Snode Technologies a fourni la technologie de cybersécurité, et A2D Geoscan et Battlecopter ont fourni des véhicules aériens sans humain à bord.

Cet effort est considéré comme un succès. Entre le 10 décembre 2025 et le 15 janvier 2026, les officiels ont traité les informations de plus de 4,9 millions de voyageurs et intercepté 26.852 personnes essayant d'entrer dans le pays illégalement. Ils ont aussi arrêté 81 personnes pour des délits graves, notamment la possession de véhicules volés, d'armes à feu illégales, de drogues et d'explosifs. Le Dr Michael Masiapato, commissaire de l'autorité, déclare que les opérations ont eu pour objet le démantèlement des réseaux criminels tout en facilitant aussi le commerce et les déplacements légitimes.

« Le message est clair : les frontières d'Afrique du Sud ne sont plus des cibles faciles, dit-il. Grâce à l'innovation, aux partenariats robustes et à la mise en application décisive, la BMA continuera à protéger la souveraineté de la république, l'intégrité de ses frontières et la sûreté de son peuple. »

Les piétons et les véhicules franchissent le passage frontalier de Lebombo entre le Mozambique et l'Afrique du Sud.

AUTORITÉ SUD-AFRICAINE DE GESTION DES FRONTIÈRES

RESILIO AFRICA pour aider les communautés à se défendre contre les cyberattaques

PERSONNEL D'ADF

Alors que les cybercriminels prennent pour cible les entreprises et les institutions gouvernementales africaines, la CyberSafe Foundation se prépare à lancer le projet Resilio Africa d'une durée de trois ans, conçu pour réduire le risque des cyberattaques dans les communautés.

Le projet est soutenu par Google et vise à rendre les communautés et les institutions locales plus résilientes et sécurisées dans l'espace numérique.

Resilio Africa aidera 200 institutions communautaires critiques (CCI) en leur donnant gratuitement des outils techniques, des évaluations de cybersécurité, des renseignements sur les menaces et un soutien de réponse aux incidents. On anticipe que le programme protégera plus de 2 millions de personnes et sécurisera les registres publics de plus de 15 millions en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya et au Nigeria. C'est l'un des plus gros projets de cybersécurité focalisés sur les communautés du continent.

Confidence Staveley, fondatrice et directrice exécutive de la CyberSafe Foundation de Lagos (Nigeria), a déclaré : « La transformation numérique de l'Afrique ne peut pas réussir si nos communautés restent vulnérables. Avec le soutien de Google.org, nous mettons à l'échelle un modèle éprouvé qui aidera les institutions critiques à devenir résilientes, à sauvegarder les gens qu'elles servent et à préserver la confiance dans les systèmes numériques publics. »

Resilio Africa fournira aux CCI des outils techniques et des évaluations de cybersécurité, des manuels personnalisés et des structures de réponse aux incidents. Des instructeurs offriront gratuitement plus de 10.000 heures de consultation en cybersécurité. Ils fourniront une formation étagée en cybersécurité pour les chefs d'entreprise, les équipes TI et le personnel de direction, et une formation à plus de 4.500 employés dans les quatre pays.

Les experts en cybersécurité avertissent que les institutions africaines sont vulnérables. Le nombre d'attaques par logiciel de rançon contre les bureaux du gouvernement, les institutions de soins de santé et les entreprises augmente. Les

agences nationales de sécurité du Kenya ont identifié plus de 114 cyberattaques ciblant les institutions communautaires au cours des huit premiers mois de 2024, suivies par une augmentation de 201 % des attaques au premier trimestre 2025.

Sans soutien, la CyberSafe Foundation déclare que les cyber-incidents pourraient perturber les services publics essentiels, exposer les données sensibles et provoquer des dommages numériques et physiques pour des millions de personnes. Depuis 2019, la fondation a contacté plus de 30 millions de gens, formé plus de 70.000 et aidé plus de 4.000 petites entreprises à renforcer leur cybersécurité.

« Nous pensons que l'accès aux systèmes numériques sécurisés est une pierre angulaire de la croissance inclusive », déclare Haviva Kohl, chef de programme senior à Google.org.



Resilio Africa est un nouveau programme qui aidera à défendre 200 institutions communautaires critiques dans quatre pays africains contre les cyberattaques.



L'Armée de terre nigériane réforme sa formation alors que les menaces évoluent

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de terre du Nigeria lance un plan ambitieux visant à réformer sa formation et ses structures opérationnelles et administratives. Le plan a été annoncé par le lieutenant-général W. Shaibu, chef d'état-major de la Défense, lors de sa conférence annuelle à Lagos en décembre 2025. Le but est d'améliorer le professionnalisme, l'état de préparation au combat et l'adaptabilité.

Le général Shaibu a déclaré que la formation doit être axée sur la mission et assurer l'efficacité opérationnelle et le succès sur le champ de bataille. Les réformes incluront un examen exhaustif des programmes d'étude de toutes les institutions de formation de l'Armée de terre.

Il a dit aux participants à la semaine de formation des officiers divisionnaires de formation à Jos : « Vous jouez un rôle crucial pour façonner la compétence, l'état d'esprit et la résilience de nos officiers et nos soldats. Le leadership sur le champ de bataille est lié directement à la qualité de la formation que vous concevez, supervisez et appliquez. »

Le général a déclaré que l'Armée de terre obtiendra de nouveaux équipements et logiciels pour moderniser la formation. Il s'est aussi engagé à améliorer le bien-être des troupes et a promis de construire de nouveaux logements militaires dans tout le pays.

Il a dit que la formation du personnel des Forces

Les soldats nigériens participant à la Force multinationale mixte chantent pendant un entraînement au quartier général du secteur 3, État de Borno. AFP/GETTY IMAGES

spéciales et de l'aviation de l'Armée de terre sera accentuée. Le journal The Nation signale que ces projets serviront à s'adapter à un environnement sécuritaire qui devient plus complexe et exige « des capacités améliorées de renseignement, surveillance, acquisition des cibles, reconnaissance et opérations cyber ».

Les menaces affrontées par le Nigeria incluent le terrorisme, le banditisme et la violence intercommunautaire. En décembre 2025, le président nigérian Bola Tinubu a révélé une nouvelle doctrine de contre-terrorisme qui qualifie de terroristes tous les groupes armés non sujets à l'autorité de l'État, y compris les bandits, les milices, les bandes armées et leurs facilitateurs politiques ou communautaires.

On anticipe que les réformes seront dirigées par le quartier général de l'Armée de terre par le biais du département de la formation. Le général Shaibu a appelé la formation « la première ligne de défense » du pays.

Il a déclaré : « La formation doit encourager un état d'esprit curieux et adaptable. Nos officiers et nos soldats doivent être prêts à apprendre, désapprendre et réapprendre en fonction de l'évolution des exigences tactiques et opérationnelles. »



LES ÉQUIPES DE SAUVETAGE KÉNYANES RÉPONDENT AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN

PERSONNEL D'ADF

LORSQUE DES CRUES ÉCLAIR ET DES GLISSEMENTS de terrain ont frappé l'Ouest du Kenya, le personnel des Forces de défense du Kenya a participé à une équipe multi-agences pour conduire des opérations de recherche et sauvetage. L'opération de novembre 2025 à Chesongoch s'est concentrée sur le sauvetage des survivants, la récupération des cadavres et la fourniture d'une assistance médicale d'urgence.

Le 1er novembre, les pluies ont rendu impassables les routes de la région. On estime que les coulées de boue ont détruit 1.000 maisons et fait 30 morts. Les premiers intervenants étaient les

équipes de l'unité de réponse rapide de l'Armée de l'air kényane, la Croix-Rouge kényane, le personnel du Centre hospitalier de référence et universitaire Moi à Eldoret, le Service de la police nationale et les volontaires locaux.

Pendant les deux premiers jours de l'opération, les responsables ont évacué par voie aérienne 29 personnes blessées et nécessitant un traitement, et ils ont récupéré 22 cadavres.

Kipchumba Murkomen, secrétaire de cabinet à l'Intérieur, a déclaré : « Cette tragédie nous rappelle vraiment que nous devons faire attention pendant cette saison des pluies, en particulier tout au long de la vallée entre Samburu et West Pokot. Je veux demander aux gens d'être sur leurs gardes ; nous voulons leur demander de se rendre sur les hauteurs et d'éviter les zones sujettes aux glissements de terrain. »

Chesongoch avait été sujet à des glissements de terrain auparavant, à cause de ses collines. Des dizaines de gens sont morts par glissement de terrain en 2010 et 2012, selon le reportage d'Al Jazeera. Les inondations ont emporté un centre commercial en 2020.

Le gouvernement a annoncé des plans pour aider à relocaliser les personnes loin des zones d'inondation et à construire des maisons dans les zones qui sont « géologiquement stables ».

« Je veux demander aux gens de continuer à s'entraider et de se soutenir mutuellement en solidarité, alors même que nous tendons la main aux endeuillés et à ceux qui cherchent toujours leurs proches », a dit M. Murkomen.

Les soldats des Forces de défense du Kenya transportent une victime des glissements de terrain à Chesongoch. KDF

Le « Challenge Guelwaar » met à l'épreuve les soldats sénégalais

PERSONNEL D'ADF

Dans le premier événement de ce type, les Forces armées du Sénégal ont organisé un cadre de compétition pour 20 unités des forces terrestres dans 8 disciplines physiques. Guelwaar inclut des compétitions dans la course d'endurance, la course d'obstacles, le tir tactique, les premiers secours de combat, l'orientation, les tactiques et la natation.

Les organisateurs ont créé l'événement, dont le nom signifie « personne noble » en wolof, pour rehausser les normes d'excellence et de condition physique parmi les troupes.

« Le sport occupe une place cruciale dans les forces armées en général, et dans notre Armée en particulier, pour la préparation opérationnelle des unités », a déclaré le général Simon Ndour, chef d'état-major de l'Armée de terre, lors des cérémonies d'ouverture le 17 novembre 2025.

Il a dit que les compétitions telles que Guelwaar peuvent conduire les soldats à améliorer leur performance dans les tâches militaires.

« Il développe le conditionnement physique nécessaire pour combattre, renforce la cohésion de l'unité et bâtit les valeurs qui en font de bons soldats, notamment



Les gagnants du « Challenge Guelwaar », compétition militaire conçue pour mettre à l'épreuve les aptitudes physiques des soldats, reçoivent un trophée. DIRPA

la discipline, le courage, le respect et l'effort. »

Après quatre jours de compétitions exténuantes à Thiès, au Centre d'entraînement tactique Capitaine Mbaye Diagne, le bataillon des commandos a remporté la première place, suivi par les parachutistes et le bataillon blindé.

« Je vous invite tous à emporter avec vous cet esprit de compétition chaque jour en visant à l'excellence, la solidarité et la fraternité », a déclaré le général Ndour lors des cérémonies de clôture.

L'ONU encourage l'initiative de paix de l'Union africaine

PERSONNEL D'ADF

Le secrétaire général des Nations unies a demandé d'agir pour prioriser le maintien de la paix en Afrique, y compris par la promotion de l'initiative « Faire taire les armes à feu » de l'Union africaine.

Le secrétaire général António Guterres a fait cette recommandation au siège social de l'ONU à New York après la neuvième conférence entre l'organisation mondiale et l'UA.

Il a déclaré dans un briefing de presse aux côtés de Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'UA : « La coopération entre nos organisations n'a jamais été plus forte, ou plus nécessaire. Notre planète est en crise, tourmentée par les conflits létaux, les inégalités en hausse, le chaos climatique et les technologies hors de contrôle. Les impacts sont ressentis profondément sur le continent africain. »

Il a déclaré que les partenaires œuvrent étroitement sur les programmes de maintien de la paix, y compris l'initiative de paix de l'UA. Faire taire les armes à feu en Afrique est un programme phare visant à mettre fin à tous les conflits, aux actes violents et à la violence sexiste, tout en encourageant la paix et le développement sur le continent. Le programme a été lancé en 2013 avec un but de 2020, mais l'échéancier a été prolongé jusqu'en 2030. Il se concentre sur la confrontation des causes fondamentales de l'instabilité par le biais du désarmement, du dialogue politique et du développement socio-économique.

L'UA a un plan de paix appelé Feuille de route pour l'Agenda de Lusaka, adoptée en 2016. Elle fournit un cadre pour traiter des causes des conflits en se focalisant sur cinq

domaines interconnectés : la gouvernance politique, le développement économique, la cohésion sociale, la durabilité écologique, et la paix et la sécurité. Le groupe de recherche Amani Africa déclare que la feuille de route « met l'accent sur le renforcement des mécanismes de prévention et de résolution des conflits, l'avancée de la reconstruction pendant l'après-conflit, le traitement des facteurs de gouvernance et économiques des conflits, l'encouragement de la démocratie et de l'état de droit, et le contrôle de la prolifération des armes illicites ».

M. Guterres dit qu'il soutient l'octroi de sièges africains permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, « pour corriger une fois pour toutes l'injustice intolérable auquel le continent fait face ». Il souligne aussi le besoin de financement pour le développement et les innovations, en disant que les progrès du continent « sont freinés par un système financier global obsolète et inéquitable ».

« Le monde ne doit pas tourner le dos à l'Afrique, où vivent près du cinquième de la population humaine », déclare le chef de l'ONU, en avertissant que « l'enjeu est trop élevé. Et le potentiel est trop grand. »

Gardiens de la paix de l'Union africaine affectés à un périmètre de sécurité pendant un verrouillage électoral en Somalie. AFP/GETTY IMAGES





L'ONU forme les policiers sud-soudanais pour conduire les investigations des scènes de crime

MINUSS

Les gardiens de la paix des Nations unies ont formé des policiers sud-soudanais dans les techniques et les aptitudes d'investigation. Les résultats ont été immédiats, selon eux.

« La ligne ténue de séparation entre la justice refusée et la justice rendue est déterminée par l'investigation », a déclaré l'adjudant sud-soudanais Michael Dhieu Malual au bout de ce programme de cinq jours.

À la fin de la formation offerte par des officiers de police de la mission de maintien de la paix au Soudan du Sud, il a été capable de rendre correctement justice aux victimes des vols à main armée. Un contrevenant avait pénétré dans la maison d'une victime en pleine nuit, il avait menacé les résidents avec une arme à feu et il s'était enfui avec un sac de vêtements et d'autres biens.

« Les résidents ont informé la police de ce crime et nous avons interdit l'accès aux lieux avant de marquer, photographier et emballer les preuves, a dit le policier. Quelques jours plus tard, nous avons découvert le contrevenant qui portait les vêtements qu'il avait volé, et nous avons pu les faire identifier par leur propriétaire. En outre, nous avons conduit une investigation et nous avons pu amener l'affaire avec succès devant les tribunaux. »

Les gardiens de la paix de la mission de l'ONU ont formé 31 personnes de la force de police, de l'unité des crimes riverains et des équipes d'investigation de trafic et de crime.

« Nous avons pu comprendre l'importance d'une approche d'enquête méticuleuse, y compris le fait qu'une simple empreinte digitale, un entretien conduit avec soin ou une chaîne de contrôle bien documentée peut faire la différence entre la justice rendue et la justice refusée. »

Les études d'investigation des officiers ont inclus la protection des lieux de crime, le relevé des preuves, les entretiens avec les victimes, les témoins et les suspects, et la collecte des dossiers à des fins de poursuite.

En plus des aptitudes techniques, les policiers ont aussi étudié le droit, l'importance du respect des droits des victimes et des contrevenants, et le besoin de collaborer avec le parquet et les autres agences.

Ils ont exploré tous les aspects des crimes, depuis la violence et le vol jusqu'à la fraude, le cybercrime et les infractions écologiques. Ils ont aussi étudié les approches d'enquête, notamment les tactiques proactives, les réponses réactives, la science foren-sique et les partenariats avec les communautés.

Les policiers sud-soudanais étudient les techniques d'enquête avec les gardiens de la paix de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud. MINUSS

L'Algérie s'engage à soutenir le combat contre le terrorisme

PERSONNEL D'ADF

Une responsable algérienne a promis que son pays resterait engagé dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, en déclarant que les extrémistes représentent une menace contre le mode de vie sur le continent.

Salma Mansouri, secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères, a déclaré que l'Algérie contribue activement à l'avancement de la paix, de la stabilité et du développement durable en Afrique. Elle s'est exprimée en décembre 2025 à Alger à l'occasion d'un atelier de consultation d'experts sur le projet de plan d'action stratégique contre le terrorisme.

Elle a dit : « Le terrorisme n'est plus un phénomène temporaire ou confiné à des zones géographiques spécifiques, mais il a évolué en menace transfrontalière, adaptable et alimentée par des interactions complexes qui combinent le crime organisé transnational, les économies illicites et le trafic illégal des ressources, ainsi que l'exploitation croissante des technologies modernes », selon Algérie Presse Service.

L'Algérie n'est pas considérée comme un point sensible du terrorisme. Toutefois, ses forces nationales ont participé au combat contre les extrémistes. L'Armée nationale populaire d'Algérie signale qu'elle a neutralisé 67 terroristes et arrêté 369 personnes accusées de crimes associés en 2025. Elle déclare aussi qu'elle a récupéré de grandes quantités d'armes et de munitions, selon la chaîne algérienne AL24 News. Dans sa lutte contre le crime organisé, l'Armée a signalé qu'elle avait arrêté 2.354 trafiquants de drogue et saisi 934 kg de cocaïne et 40 millions de comprimés psychotropes. Elle a aussi saisi plus de 2,6 millions de litres de carburant.

Pendant l'atelier, Mme Mansouri a dit que l'Afrique « est aujourd'hui particulièrement touchée par cette menace, avec plus de 70 % des victimes mondiales du terrorisme, au sein d'une crise structurelle qui sape l'autorité de l'État, entrave les voies de développement et alimente les cycles d'instabilité ». Elle a déclaré que l'Afrique doit renforcer sa présence et son rôle en tant qu'acteur stratégique dans les efforts antiterroristes internationaux par le biais d'une « approche continentale plus cohérente et intégrée, basée sur la clarté de vision et la consolidation de la souveraineté stratégique ».



Les soldats algériens participent à un défilé en 2022 pour célébrer les 60 ans d'indépendance du pays. AFP/GETTY IMAGES



L'Afrique du Sud **REJOINT LES OPÉRATIONS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS AU MOZAMBIQUE**

DEFENCEWEB

L'Armée de l'air d'Afrique du Sud (SAAF) a utilisé trois hélicoptères pour aider son voisin du Mozambique à secourir 759 personnes pendant les inondations du début 2026.

L'équipe de recherche et sauvetage de la SAAF est intervenue après les fortes pluies de janvier au Mozambique et dans le Nord de l'Afrique du Sud. L'équipe a employé un hélicoptère Atlas Oryx et deux A109.

« Cette mission était une composante cruciale d'un plus vaste effort de secours aux sinistrés entrepris en réponse à la situation d'urgence affectant des milliers de civils », a indiqué le major Lebogang Phakathi pour la SAAF.

Après l'opération de recherche et sauvetage, le gouvernement mozambicain, la SAAF, les organismes humanitaires et les partenaires

ont fourni de la nourriture, de l'eau potable et des abris provisoires aux communautés affectées. Les aéronefs de la SAAF ont aidé à livrer la nourriture en toute sécurité.

« Bien que les crues baissent lentement, l'ampleur de la destruction reste immense, a dit la SAAF. Un soutien sera requis non seulement pour restaurer immédiatement la stabilité mais aussi pour récupérer et reconstruire complètement ce qui a été détruit par les inondations. L'agriculture et l'élevage ont subi des pertes énormes qui ont laissé un grand nombre de familles sans source de revenu ; la tâche de reconstruire les moyens de subsistance nécessitera du temps, des ressources considérables et une coopération soutenue de la part des institutions et des communautés. »

Deux hélicoptères de la SAAF ont aussi été activés pour secourir les sinistrés dans les provinces sud-africaines du Limpopo et du Mpumalanga. Les personnes secourues incluent des gens immobilisés par les inondations dans les réserves de chasse.

En date de la fin janvier, les inondations avaient provoqué la mort de plus de 100 personnes en Afrique australe ; des centaines de milliers avaient été déplacées, selon le reportage du Guardian. Plus de 70 personnes sont mortes au Zimbabwe, 30 en Afrique du Sud et 13 dans le Sud du Mozambique.

Le personnel de l'Armée de l'air sud-africaine fournit un secours aux victimes des inondations et une assistance humanitaire au Mozambique au début 2026.

FORCE DE DÉFENSE NATIONALE SUD-AFRICAINE

L'ESWATINI ET LE KENYA DISCUTENT DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE

PERSONNEL D'ADF

Une délégation des Forces défense du Kenya (KDF) s'est réunie avec des représentants des Forces armées eswatiniennes pour aborder le thème de la coopération militaire entre les deux pays.

Les deux parties se sont rencontrées à la fin 2025 pour discuter du développement des capacités par le biais des partenariats de formation, selon le rapport du ministère de la Défense du Kenya. Elles ont aussi discuté de la politique et la planification de la Défense, du bien-être du personnel, de la durée et des conditions du service militaire et des cours conjoints de progression de carrière.

Les deux équipes ont traité du projet d'accord de coopération en matière de Défense entre le Kenya et l'Eswatini, qui propose une plus grande collaboration dans les opérations de soutien de paix, la recherche et le développement, les services de santé militaire, la gestion de la sécurité des frontières, la cybersécurité et d'autres aspects de la défense. Elles ont décrit la réunion comme une « réflexion du bon vouloir mutuel » et une opportunité de renforcer les relations et mettre en commun les expériences et les informations.

Les Forces armées eswatiniennes sont chargées de la défense du territoire, de la sécurité intérieure et du soutien aux autorités civiles. Elles ont des effectifs estimés à 3.000.

Les KDF, qui comptent 50.000 soldats, sont actives dans les opérations de maintien de la paix, en particulier en Somalie dans le cadre de la mission de l'Union africaine.

Les soldats kényans se préparent à partir de la République démocratique du Congo en décembre 2023. AFP/GETTY IMAGES



Le Nigeria et l'Arabie saoudite CONCLUENT UN PACTE DE DÉFENSE

PERSONNEL D'ADF

Le Nigeria et l'Arabie saoudite espèrent qu'un protocole d'accord emblématique approfondira la coopération entre les deux pays dans le secteur de la défense et des forces armées.

L'accord a été signé le 9 décembre 2025 à Abuja alors que le Nigeria confronte de multiples menaces de sécurité et recherche un soutien international plus robuste pour rebâtir ses aptitudes de défense. Les officiels nigériens ont qualifié le protocole d'accord de « jalon important », en notant qu'il inclut une coopération dans les secteurs suivants : formation, exercices conjoints, mise en commun du renseignement, soutien technique, logistique et autres engagements de défense mutuellement convenus.

L'accord durera cinq ans, avec option de renouvellement. Chaque partie peut y mettre fin avec trois mois de préavis. L'accord inclut le développement des capacités et l'entraînement, l'efficacité opérationnelle, et le contre-terrorisme et la sécurité intérieure, selon le ministre fédéral de l'Information et l'Orientation nationale du Nigeria.

L'Arabie saoudite offrira « des opportunités étendues pour l'éducation militaire professionnelle, des cours de spécialistes et des échanges de formation pour hausser les niveaux d'aptitudes du personnel nigérien », a déclaré le ministère. L'accord inclura des exercices conjoints et une doctrine commune qui amélioreront la compatibilité opérationnelle et l'état de préparation des forces armées nigérianes.

Le ministère déclare que les deux pays coopéreront en matière de contre-terrorisme, contre-insurrection et partage du renseignement pour soutenir les efforts contre le terrorisme et le crime organisé.

Le Nigeria et l'Arabie saoudite ont des liens diplomatiques, culturels et économiques de longue date, « fortement influencés par les connexions religieuses grâce aux pèlerinages annuels du hajj et de la oumra », note le journal en ligne Premium Times. Les deux pays travaillent aussi au sein d'organismes multilatéraux tels que l'Organisation de la coopération islamique.

L'an dernier, les deux pays ont commencé à développer de nouveaux partenariats. En janvier 2026, ils ont conclu leur premier accord bilatéral sur le recrutement des ouvriers non spécialisés, en créant un couloir de travail officiel, selon Business Insider Africa. L'accord formalisera la contribution de la main d'œuvre nigérienne à l'économie de l'Arabie saoudite tout en assurant des protections pour les travailleurs.

Le Dr Bello Mohammed Matawalle, ministre nigérien d'État pour la Défense, et le Dr Khaled H. Al-Biyari, sous-ministre saoudien de la Défense pour les affaires exécutives, ont signé un protocole d'accord.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
D'ARABIE SAOUDITE

Une bataille du seizième siècle a changé l'Afrique de l'Ouest

PERSONNEL D'ADF

Lorsqu'Ahmed al-Mansour, sultan du Maroc, a envahi le vaste Empire songhaï au Sud en 1591, ses trois à quatre mille soldats ont affronté une armée dix fois plus nombreuse.

Mais les troupes du sultan avaient un avantage technologique : la poudre noire. Les deux belligérants se rencontrent à la bataille de Tondibi, où les lances et les flèches des armées songhaïs ne peuvent résister aux Marocains et à leurs fusils tirés à l'épaule, primitifs mais létaux. Les soldats du sultan gagnent la bataille, ainsi que la guerre qui se prolonge au cours des mois suivants. Cette guerre est reconnue aujourd'hui comme la fin de l'empire et un tournant majeur dans l'histoire de l'Afrique de l'Ouest.

Depuis les années 1400, l'Empire songhaï situé là où se trouvent aujourd'hui le Mali et le Niger est la puissance dominante en Afrique de l'Ouest, en contrôlant les routes commerciales cruciales telles que celles empruntées par les caravanes du Sahara. L'empire est centré sur le fleuve Niger, axe commercial d'Afrique de l'Ouest, et inclut des villes majeures telles que Gao et Tombouctou. C'est une plateforme commerciale clé pour les biens transportés entre l'Afrique et l'Europe, notamment l'or, le sel, les esclaves, le textile et la noix de kola. Mais vers la fin des années 1500, il est submergé par des rébellions régionales et des guerres civiles et commence à se désintégrer à la périphérie. Des désaccords au sein de la famille régnante menacent de diviser l'empire. Le royaume n'est plus une forteresse.

En Afrique du Nord, le sultan al-Mansour est le chef de la dynastie saadienne. Il avait pris le pouvoir après avoir remporté une bataille contre le Portugal en 1578. Mais son empire est limité et sa trésorerie manque de fonds. Il nécessite de nouvelles sources de richesse pour maintenir ses armées et rester au pouvoir, mais la plupart des zones d'expansion possibles sont déjà gouvernées par l'Empire ottoman. Il considère plutôt le Sud et la région du Niger, que l'on dit être riche en or. Bien que l'Empire songhaï ne produise plus d'or, il contrôle toujours les routes du commerce de l'or. C'est un choix évident pour les plans de conquête du sultan.

Le sultan envoie ses troupes au Sud dans ce qui

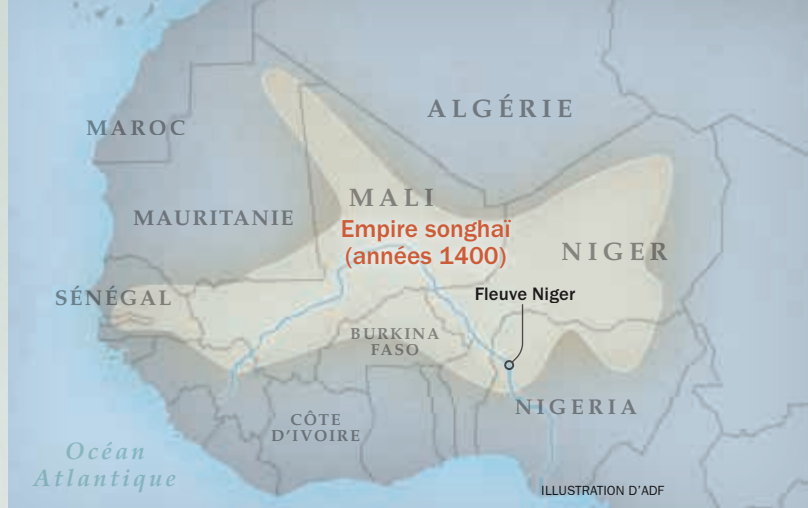


ILLUSTRATION D'ADF

s'appelle aujourd'hui le Niger. L'armée marocaine doit d'abord traverser le Sahara, périple qui prend plusieurs mois et provoque un grand nombre de pertes parmi les soldats et les bêtes de somme. Lorsqu'ils arrivent enfin dans le territoire songhaï, le souverain Askia Ishaq II de l'empire mobilise son armée, estimée à 30.000 fantassins et 10.000 cavaliers.

L'arme principale des Marocains est l'arquebuse, fusil primitif et précurseur rudimentaire du mousquet. Il est plus létal que les arcs et les flèches et plus précis que les anciens canons à main.

Les Songhaïs lancent une énorme attaque frontale et conduisent 1.000 bovins dans la bataille pour déstabiliser les forces marocaines. Mais le bruit de la fusillade marocaine terrifie les animaux qui se retournent et se ruent contre les Songhaïs. La bataille de Tondibi aboutit à une catastrophe pour les Songhaïs.

Au cours des mois suivants, les forces marocaines avancent et les forces songhaïs battent en retraite. Le sultan capture Gao, Tombouctou et Djenné, les centres de l'empire. Mais l'empire n'a pas une mort rapide ; sa classe dirigeante continue à résister, ce qui fragmente la région. Les troupes marocaines, coupées de leur capitale de Marrakech, commencent à se mutiner et se disperser, en s'implantant même dans leurs terres nouvellement conquises et épousant des femmes indigènes. Elles forment une nouvelle classe militaire qui gouverne certaines régions de la vallée du Niger pendant plusieurs décennies.

L'invasion marque la fin de l'Empire songhaï mais elle ne peut pas être considérée comme un succès complet pour le sultan. L'or anticipé est dispersé entre les marchands européens. Le sultan ne contrôle que quelques fragments de l'ancien empire. La logistique nécessaire pour contrôler un vaste territoire à travers le Sahara se révèle être une entreprise impossible et le Maroc perd le contrôle des villes songhaïs au cours des années suivantes.

L'effondrement de l'Empire songhaï marque la fin de la longue ère des grands empires du Sahel, indiquant la difficulté liée au contrôle de toute région qui inclut l'immensité du Sahara. Il change les modes de commerce mondial en altérant de façon permanente les structures de pouvoir en Afrique.



Le sultan
Ahmed al-Mansour

INDICES

- 1 Cette ville sur la périphérie Sud du Sahara est connue sous le nom de « Porte du désert ».
- 2 Le centre historique de la ville, croisée importante des routes des caravanes, est divisé en onze sections de forme irrégulière.
- 3 Parmi les logements et les édifices religieux en terre se trouve un minaret en briques crues de 27 mètres, la structure la plus haute de ce type dans le monde.
- 4 L'emplacement remonte aux 15^{ème} et 16^{ème} siècles, lorsque le sultanat de l'Aïr s'y est établi.

PARTAGEZ VOS CONNAISSANCES



Souhaitez-vous être publié(e) ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel et plateforme numérique d'actualité qui joue le rôle de forum international pour les professionnels de la sécurité sur le continent.

Le magazine est publié tous les trois mois par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite de sujets tels que les stratégies de contre-terrorisme, les opérations de sécurité et de défense, la criminalité transnationale et les questions affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Le forum offre des discussions approfondies et des échanges d'idée. Nous souhaitons entendre les personnes qui comprennent la dynamique et les défis de la sécurité sur le continent. Soumettez un article pour sa publication dans ADF et faites entendre votre voix.

ÊTES-VOUS IMPATIENT(E) DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

ADF-Magazine.com vous informe en profondeur sur les événements d'actualité qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes informations, crédibles et exactes, sur la sécurité. Elles sont diffusées chaque semaine et proviennent de tout le continent.



Si vous voulez rester connecté(e) sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion en vous inscrivant sur notre site web, **ADF-Magazine.com**, ou en envoyant un e-mail à **News@ADF-Magazine.com**.

Recommandations aux auteurs pour une soumission à ADF

Exigences éditoriales

- Nous préférons des articles d'environ 1.500 mots.
- Les articles peuvent être modifiés pour des raisons de style et de longueur mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Veuillez inclure une courte biographie de vous-même avec vos informations de contact.
- Si possible, veuillez inclure une photo haute résolution de vous et des images concernant votre article, accompagnées de captions et d'information sur le crédit photographique.

Droits d'auteur

Les auteurs conservent tous les droits à leur document d'origine. Toutefois, nous nous réservons le droit de modifier les articles pour qu'ils se conforment aux normes éditoriales et aux restrictions de longueur. La soumission d'un article ne garantit pas sa publication.

Soumissions

Veuillez envoyer toutes les idées sur les histoires, les contenus et les questions à **Editor@ADF-Magazine.com**. Ou envoyez-les par courrier à l'une des adresses ci-dessous :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/ADF News Media
Unit 29951
APO AE 09154 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/ADF News Media
Kelley Kaserne
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

